



Assemblée nationale
Québec

journal des Débats

Sixième session - 31e Législature

Le vendredi 5 décembre 198Q

Vol. 23 - No 16

Président: M. Claude Vaillancourt

Débats de l'Assemblée nationale

Le vendredi 5 décembre 1980

Table des matières

Dépôt de documents	
Rapports annuels: Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec	651
Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec	651
Ordre des podiatres du Québec	651
Corporation professionnelle des urbanistes du Québec	651
Rapport annuel de la Société de cartographie du Québec	651
Rapport sur la création d'une commission parlementaire des sociétés d'État	651
Rapports de commissions élues	
Formation des commissions permanentes de l'Assemblée	651
Questions orales des députés	
Reconduction de l'entente avec les omnipraticiens	651
Le dossier des avions F-18	652
Le conflit des agents de la paix	654
Le dossier de la Société d'habitation du Québec	656
Avis à la Chambre	659
Recours à l'article 34	659
Affaires du jour	
Reprise du débat sur la motion de deuxième lecture du projet de loi no 89 - Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille	660
M. Claude Ryan	660
M. Marc-André Bédard (réplique)	666
Report de la mise aux voix	670
Avis à la Chambre	673
Adoption du rapport de la commission de l'Assemblée nationale	673
Ajournement	673

Abonnement: \$8 par année. L'exemplaire: 35 cents. Index \$2.
Chèque rédigé à l'ordre du ministre des Finances et adressé à:
Service des documents parlementaires
Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec G1A 1A7

Pour renseignements supplémentaires, téléphoner: 418-643-2890
Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0709-3632

Le vendredi 5 décembre 1980

(Dix heures vingt minutes)

Le Président: À l'ordre, mesdames et messieurs!

Un moment de recueillement.

Veuillez vous asseoir.

Affaires courantes.

Déclarations ministérielles.

Dépôt de documents.

M. le leader du gouvernement.

Rapports annuels:

**Corporation professionnelle
des ergothérapeutes**

**Corporation professionnelle
des évaluateurs agréés**

Ordre des podiatres

**Corporation professionnelle
des urbanistes**

M. Charron: M. le Président, au nom du ministre de l'Éducation, je voudrais déposer le rapport annuel 1979-1980 de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec; le rapport annuel pour la même période de la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec; le rapport annuel pour la même période de l'Ordre des podiatres du Québec et le rapport annuel 1978-1979 de la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec.

Le Président: Rapports déposés.

M. le ministre de l'Énergie et des Ressources... déposé par M. le leader du gouvernement?

Rapport annuel de la Société de cartographie

M. Charron: Oui, M. le Président, c'est le rapport annuel de la Société de cartographie du Québec 1979-1980.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

Rapport sur la création d'une commission des sociétés d'État

M. Charron: Conformément à l'engagement que j'ai pris hier à la réunion de la commission de l'Assemblée nationale, je voudrais à ce moment-ci déposer à l'intention de tous les membres de l'Assemblée le rapport de la sous-commission qui a siégé pour étudier la création d'une commission élue permanente des sociétés d'État, rapport qu'elle a fait à la commission permanente de l'Assemblée nationale.

Le Président: Rapport déposé.

Dépôt de rapports de commissions élues.

M. le député de Bellechasse.

Formation des commissions permanentes de l'Assemblée

M. Goulet: Merci, M. le Président. Conformément aux dispositions de notre règlement, j'ai

l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'Assemblée nationale qui s'est réunie ce quatrième jour de décembre 1980 afin de désigner les membres qui feront partie des commissions élues permanentes, les intervenants aux dites commissions ainsi que les députés désignés pour agir à titre de présidents des commissions.

Des voix: Bravo.

Le Président: Merci.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Période de questions orales des députés.

Mme la députée de L'Acadie.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Reconduction de l'entente avec les omnipraticiens

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, j'aurais voulu adresser ma question au ministre des Affaires sociales, mais je vois qu'il n'est pas en cette Chambre. Doit-il venir?

M. Charron: Non, il n'y sera pas, il est à Montréal ce matin pour l'ouverture de l'Année internationale des handicapés.

Mme Lavoie-Roux: Bon, c'est une bonne cause. Je vais alors adresser ma question, si vous me le permettez, M. le Président, au premier ministre.

Depuis une semaine, les télégrammes sont arrivés de tous les coins du Québec au bureau du premier ministre, télégrammes venant de médecins, d'associations de médecins omnipraticiens afin de dénoncer le fait que le ministre des Finances a refusé d'entériner le moratoire qui aurait permis de reconduire l'entente existant avec les omnipraticiens du Québec jusqu'au 21 mai 1981. On s'en étonne d'autant plus que déjà ce moratoire a été signé avec au moins cinq autres groupes, soit les médecins spécialistes, les pharmaciens, les optométristes, les résidents internes, etc.

Je voudrais simplement demander au premier ministre s'il peut me dire comment il se fait que les omnipraticiens se trouvent à ce moment-ci à faire face à cette indécision et à ce refus du gouvernement, par la voix de son ministre des Finances, de signer le moratoire.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je suis très heureux que mon collègue, le ministre des Finances, soit apparu en Chambre juste au moment où la députée de L'Acadie terminait sa question, parce qu'il a évidemment des éléments de réponse. Oui, j'étais au courant, bien sûr, puisque j'ai reçu toutes ces communications des

omnipraticiens d'un peu partout. J'avais demandé, d'abord et avant tout, au ministre des Affaires sociales de s'en occuper, parce que c'est son secteur. Il y a un lien, bien sûr, au point de vue financier, avec mon collègue, le ministre des Finances. Il y a au moins des éléments de réponse importants que M. le ministre pourra donner, j'en suis sûr.

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Parizeau: Effectivement, M. le Président, nous avons accepté de signer jusqu'au 30 juin 1981 une sorte de moratoire, de prolongement de l'entente antérieure avec cinq fédérations sur six de professionnels de la santé. Il reste la Fédération des omnipraticiens qui n'a pas manifesté au départ le même enthousiasme que les cinq autres pour signer.

Depuis un mois et demi approximativement - je parle de mémoire, je peux me tromper de quelques semaines - il a semblé y avoir davantage d'intérêt du côté des omnipraticiens à une formule analogue à celle qui avait été acceptée par les cinq autres fédérations et, dans les négociations, les discussions qui ont entouré cette tentative de renouvellement, on s'entend sur à peu près tout, sauf sur deux points qui ont donné lieu à des discussions. Nous en avons discuté entre nous au Conseil du trésor mardi dernier, de façon que les négociateurs du gouvernement puissent, sur ces deux points, faire des propositions plus précises aux omnipraticiens. Je voudrais simplement ici, encore une fois, faire noter qu'il n'y a pas de délai indu dans ce cas venant essentiellement du fait que, contrairement aux cinq autres fédérations, pendant un certain nombre de mois, celle-là en particulier n'était pas très pressée d'aboutir. Maintenant, elle manifeste un intérêt plus grand et j'espère que normalement cela devrait pouvoir se régler.

Le Président: Mme la députée de L'Acadie.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, j'accepte évidemment le point de vue du ministre des Finances, à savoir que cette fédération aurait montré moins d'intérêt que les autres. Enfin, c'est l'interprétation du ministre. Selon les informations que j'ai eues, déjà au mois de juin et peut-être avant - ce sont les dernières dont je me rappelle - elle avait demandé une entrevue avec le ministre des Affaires sociales. Il a fallu attendre un mois pour qu'elle l'obtienne. En septembre, le gouvernement devait faire une contre-proposition. Selon les informations que j'ai, on ne l'a pas encore eue. On pourrait peut-être arguer d'un côté ou de l'autre pour savoir qui a raison et qui a tort, mais le ministre pourrait-il nous dire quels sont les deux points sur lesquels on achoppe encore? Comme question encore plus précise, le ministre pourrait-il me dire s'il y a un fondement dans l'information selon laquelle, par exemple, le forfaitaire qui, normalement, est versé, compte tenu des retards, ne serait pas versé aux omnipraticiens avant le mois d'avril?

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Parizeau: D'abord, je voudrais simplement dire une chose, M. le Président. Sans chercher, comme disait la députée de L'Acadie, à

déterminer qui a raison et qui a tort - c'est le genre de discussion qui peut nous entraîner bien loin - il reste néanmoins que nous avons réglé avec cinq groupes sur six. C'est donc que le gouvernement n'a pas cherché, n'a pas fait exprès pour se traîner les pieds. C'est réglé dans cinq cas sur six. En particulier avec les spécialistes, cela s'est réglé très rapidement, en l'espace de quelques semaines à peine.

Ce qui reste à l'heure actuelle, comme les deux questions de fond qui restent, a trait à des modifications qui sont considérées par les deux parties comme un peu inévitables au simple plan d'un moratoire. Un moratoire, cela consiste normalement à reconduire les dispositions. Or, il y a deux choses où on pense ne pas pouvoir reconduire. Il est évident, par exemple, que, dans le calcul des plafonds, on peut avoir, selon une technique qui a déjà été utilisée une fois et qui n'est pas propre au moratoire, à effectuer une sorte de récupération quelques mois plus tard si les plafonds étaient dépassés et, sur le mode de récupération, il y a des discussions.

Deuxièmement, les omnipraticiens souhaieraient que 416 actes nouveaux, qui découlent des tractations avec les spécialistes, soient incorporés au moratoire. On se trouve à sortir un peu de ce qu'est un moratoire, puisqu'on veut élargir des choses. Ces deux questions me semblent être, à l'heure actuelle, les deux questions où cela achoppe surtout.

Quant au versement de la rétroactivité, effectivement, il y a eu des discussions sur les dates, mais je ne pense pas que ce soit majeur. D'autant plus que, dans un cas, il faut logiquement payer avant le quarante-cinquième jour, en vertu de l'entente. Dans un autre cas, on peut allonger la période.

Mais je ne pense pas que là-dessus, en vertu des échos que j'en ai eus, ce soit majeur. Les deux premiers points me semblent plus importants.

Le Président: M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Scowen: Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce qui était ici il y a une minute.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Goulet: M. le Président...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député.

Le dossier des avions F-18

M. Scowen: Bonjour M. le ministre. Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Je voulais lui poser une question sur le cheminement du dossier concernant les F-18 et surtout sur les retombées économiques au Québec, qui ont été promises dans ce contrat. (10 h 30)

Dans le document qui a été rendu public au début d'avril cette année, quand le contrat a été accordé, un total de \$1,600,000,000, si je me rappelle bien, a été promis pour le Québec. L'élément le plus important a été la construction d'une usine de la compagnie Générale Électric,

dans les Cantons de l'Est. Si nos informations sont bonnes, cette partie de l'engagement est en cours de route, une annonce est attendue dans les prochaines semaines.

Mais le deuxième élément le plus important sur la liste des bénéfices qui ont été promis pour le Québec, c'était la fabrication de quatre parties du fuselage de l'avion, avec une valeur totale de \$250,000,000, soit un quart de milliard de dollars. D'après nos informations, une décision pour l'octroi du contrat de cette partie de l'avion sera prise très bientôt. Il y a même des articles dans les journaux à cet effet.

Je me demande si le ministre peut nous renseigner aujourd'hui sur l'état de ce dossier concernant les quatre pièces de fuselage, le deuxième élément du contrat. Qui sont les soumissionnaires? Dans toutes les soumissions qui ont été envoyées à Ottawa, est-ce qu'il y a des retombées pour le Québec? Est-ce que les soumissionnaires ont tous promis de fabriquer ces éléments au Québec, comme prévu dans le document de base? Est-ce que le ministre s'inquiète aujourd'hui en ce qui concerne cette partie, la deuxième partie, la plus importante du contrat? Est-ce qu'il s'inquiète aujourd'hui quant à la possibilité que cette partie ne reviendrait pas ici?

Le Président: M. le ministre.

M. Duhaime: M. le Président, d'abord, je voudrais dire bonjour au député de Notre-Dame-de-Grâce et l'assurer qu'il y a déjà quelques heures que ma journée est commencée.

Je voudrais dire, cependant, que je ne sais pas d'où il tient ses sources d'information, mais je m'aperçois que sa question, aujourd'hui, est à peu près aussi floue que celle qu'il a posée il y a quelque temps au sujet du contrat de frégate. Il me demande aujourd'hui si je suis inquiet. Effectivement, je suis très inquiet puisque aucun des engagements de McDonnell Douglas, pour ce qui est des retombées directes, ne s'est concrétisé encore, à ce jour, au Québec. Je voudrais dire que sur le plan...

Une voix: ...vous avez voté non.

Une voix: C'est non merci, non à la politique du fédéral...

M. Duhaime: ...de McDonnell Douglas comme tel, je rappelle simplement, M. le Président, que des engagements de maintenir certains niveaux d'emplois, par exemple, dans les usines ontariennes, n'ont même pas été tenus pour ce qui est de l'assemblage des DC-9 et des DC-10. On a congédié au-delà de 1000 personnes. Tout ce que je peux dire ce matin, c'est que nous avons mis sur pied, au ministère, un comité sous la direction d'un sous-ministre adjoint qui est en rapport - en rapport constant je dois dire - avec le ministère fédéral de l'Industrie et du Commerce et le ministère fédéral de la Défense nationale pour qu'on fasse un suivi chiffré sur les retombées directes autant que sur les effets multiplicateurs que ces investissements pourraient entraîner. Le député de Notre-Dame-de-Grâce me pose une question très précise sur quatre des composantes du fuselage de l'appareil F-18-A. Je vous avoue, en autant que mes informations sont

concernées, qu'il ne reste qu'un seul appareil F-18-A en mesure de voler actuellement. Le premier prototype s'est écrasé au large des côtes de la Grande-Bretagne, si ma mémoire est bonne, et on se pose énormément de questions, à l'heure actuelle, aux États-Unis sur les qualités et la capacité de performance de cet appareil.

Quant à nous, nous ne disposons pas de l'expertise technique pour évaluer la performance d'un avion de chasse, mais ce que nous pouvons dire, c'est que nous allons continuer de suivre le dossier. Jusqu'à maintenant, je dois constater - je pense que le député de Notre-Dame-de-Grâce pourra le constater avec nous - que les engagements et le chiffré du ministère fédéral de l'Industrie et du Commerce ne correspondent pas à la réalité.

Le Président: M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Scowen: Je suis content que le ministre ait soulevé la question des frégates. J'ai soulevé les deux questions, des frégates et des F-18 en partie pour essayer d'expliquer au ministre que je pense qu'il ne s'occupe pas beaucoup de ses dossiers et qu'il ignore un peu les problèmes actuels. En guise de question, je vais simplement informer le ministre de la situation actuelle en ce qui concerne ces quatre parties de fuselage. D'après nos informations actuelles, on va accorder un contrat, d'ici deux ou trois mois, à un des quatre soumissionnaires pour ces quatre parties, pour un total de \$248,000,000 qui a été promis au Québec. Il s'agit de McDonnell Douglas même, qui a fait une soumission sur deux de ces parties de fuselage; de Canadair, qui a fait une soumission sur une seulement; de de Havilland, qui a fait une soumission sur les quatre, et de Fleet, de l'Ontario, qui a fait une soumission sur deux parties.

Semble-t-il que, si le contrat n'est pas accordé à de Havilland, qui a promis dans sa soumission de construire une usine au Québec pour faire la fabrication de ces pièces, il est inévitable que la grande partie sera accordée soit à McDonnell Douglas même, à Toronto, soit à Fleet, en Ontario.

La suggestion que je fais au ministre, sous forme de question: Ne pense-t-il pas que ce serait une bonne idée, pour le Québec et pour le ministre de l'Industrie et du Commerce, même si c'est un contrat fédéral, tenant compte du fait que les retombées seront ici pendant dix ans ou quinze ans, tenant compte du fait que le contrat est très ouvert, dans le sens qu'on peut même avoir plus de retombées, si on travaille comme nous devons travailler ici et si le ministre fait attention au dossier, n'est-il pas vrai que, si le ministre commence à faire attention au dossier, on peut avoir plus de retombées? S'il continue à dormir comme il dort ces jours-ci, on peut perdre les retombées promises dans cette affaire.

Finalement, qu'est-ce que le ministre a l'intention de faire pour s'assurer que le contrat sera accordé à de Havilland qui est le seul, parmi les quatre ou six qui ont soumissionné, qui a promis de construire quelque chose ici pour nous donner ce qui était promis dans ce contrat?

Le Président: M. le ministre.

M. Duhaime: M. le Président, je dois dire que, même s'il est très tôt ce matin, je pense que le député de Notre-Dame-de-Grâce a un culot incroyable de venir poser une pareille question et de venir dire, en plus, que nous ne suivons pas le dossier. Il devrait peut-être se rappeler que ça fait au-delà d'un an, sinon davantage, que nous multiplions les mises en garde, que nous disons au gouvernement fédéral que nous n'avons aucune certitude et aucune assurance sur la façon dont ce contrat a été négocié avec McDonnell Douglas pour ce qui est des retombées pour le Québec. Vous devriez peut-être entretenir une correspondance un peu plus soutenue avec les 74 députés qui siègent à Ottawa, pour vous assurer que leurs sources d'information sont bonnes.

Je pense, M. le Président, que nous sommes tous en train de nous faire rouler, des deux côtés de la Chambre. Je prends la première page de la Presse ce matin, M. le Président: "F-18, le moteur est défectueux. Selon les experts américains, plusieurs pièces devraient subir des modifications importantes. Il reste un seul appareil en vol, c'est un des avions de chasse les plus coûteux qui n'a jamais été fabriqué par l'industrie aéronautique américaine, dont l'avantage premier est de pouvoir atterrir sur un porte-avions, alors que, suivant mes informations, la marine canadienne n'a aucun porte-avions." (10 h 40)

M. Scowen: Question additionnelle, s'il vous plaît.

Le Président: Dernière question additionnelle, M. le député.

M. Scowen: Premièrement, je veux assurer...

Le Président: Question.

M. Scowen: D'abord, une question de privilège. Je veux assurer le ministre que mes informations ne viennent pas des députés fédéraux...

Le Président: Question, s'il vous plaît.

M. Scowen: ... c'est clair. Deuxièmement, je veux simplement poser, en terminant, une question en ce qui a trait à de Havilland. Est-ce que le ministre lui-même a parlé avec la compagnie de Havilland du projet d'investir ici pour construire des parties de fuselage? S'il n'a pas parlé avec cette compagnie, est-ce qu'il peut s'engager aujourd'hui à s'en occuper, dès demain, pour constater par lui-même comme il est important pour le Québec que le gouvernement du Québec se mêle de ce contrat afin de nous assurer que nous aurons les retombées promises?

Le Président: M. le ministre.

M. Duhaime: Non, M. le Président.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

Le conflit des agents de la paix

M. Le Moignan: M. le Président, du haut de mon balcon... Ah! j'étais rendu à Montréal, excusez-moi. Permettez-moi de faire un tour

d'horizon. Je voudrais adresser ma question là, ça ne marche pas. La deuxième, ça ne marche pas. Là, ça ne marche pas.

Une voix: C'est comme le maire Drapeau.

M. Le Moignan: Il y a cinq endroits où je pourrais aller, mais étant donné que j'ai aperçu le ministre de la Justice, qui n'est peut-être pas trop loin, j'aurais une petite question à lui poser. Le ministre de la Justice est certainement au courant que, le 19 novembre, tous les membres de cette Assemblée ont été sensibilisés aux difficultés que rencontre une partie des membres des agents de la paix de la Fonction publique, ceux que l'on appelle ordinairement les gardiens de prison. Ce groupe a déposé, le 1er août dernier, je pense, devant le Tribunal du travail, une requête en accréditation et il fonde sa demande sur le rôle particulier que les gardiens en institution jouent dans notre société.

Le gouvernement, et en particulier le ministère de la Justice, s'est opposé à cette demande et il allègue pour ce faire les dispositions écrites aux articles 110 à 115 de la Loi de la fonction publique. Je me trompe peut-être de ministre, mais ça peut se corriger facilement. La question serait la suivante: Mercredi, nous avons eu ici, sur la colline parlementaire, des manifestations de la part d'un groupe de ces agents de la paix. Hier soir, aux nouvelles, il semblait que la situation devenait tragique, étant donné la clientèle assez fringante du palais de justice de Montréal, de Bordeaux ou de Saint-Vincent-de-Paul. Devant l'inquiétude qui agite ces milieux-là, je demande si le ministre de la Justice peut confirmer nos informations à savoir qu'il peut y avoir non seulement des ralentissements de travail, mais qu'il peut y avoir des répercussions assez sérieuses. Quelles sont les actions que le ministre entend prendre, face à cette situation que nous vivons?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: Concernant la dernière partie de la question du chef de l'Union Nationale, effectivement la situation est la suivante: certains agents de la paix ont refusé d'assurer le travail normal à l'institution Parthenais. Les autorités, comme il se doit, ont refusé à ces personnes, à ces agents de la paix, l'accès au bloc sécuritaire, de manière que les détenus ne puissent subir aucun préjudice. Je puis assurer le chef de l'Union Nationale que la situation n'est pas tragique, puisque les cadres, à l'heure actuelle, s'occupent d'une façon très dévouée à faire en sorte que tous les services aux détenus soient fournis. On a affaire présentement à un groupe de dissidents. Il existe un syndicat avec lequel nous négocions, mais pour ce qui est de la négociation, je laisserai mon collègue de la Fonction publique répondre aux autres questions du chef de l'Union Nationale.

Il existe, à l'heure actuelle, un syndicat avec lequel nous négocions, selon les normes normales, et nous faisons face aux actions d'un groupe de dissidents dont j'ai eu l'occasion de rencontrer, contrairement à ce qu'on laisse croire, les principaux porte-parole que j'ai assurés que le gouvernement mettait tout en oeuvre pour étudier l'ensemble de la question et des revendications

qui sont faites, notamment par le biais de la formation d'un comité qui se penchera sur l'ensemble des revendications faites par ce groupe dissident.

Je crois que la manière ou les moyens que ce groupe de dissidents emploie à l'heure actuelle sont loin d'aider la cause qu'ils veulent défendre. Je laisserai mon collègue de la Fonction publique répondre aux autres parties de la question du chef de l'Union Nationale.

Le Président: M. le ministre de la Fonction publique.

M. Gendron: Oui, cela me fait plaisir, M. le Président, de profiter de l'occasion pour faire assez rapidement le point sur la situation. Effectivement, quand le député de Gaspé mentionne que le ministère de la Justice s'est opposé à la requête en accréditation des gardiens de prison, ce n'est pas le cas. Celui qui s'y est opposé c'est le ministère de la Fonction publique. Pour l'instant, c'est davantage une opposition de forme que de fond, parce que, le 1er août dernier, les gardiens de prison ou les agents de la paix en institutions pénales ont présenté une requête en accréditation au ministère du Travail. Or, selon la loi actuelle et non pas selon les articles que vous avez cités, mais selon l'article 112 qui concerne une demande d'accréditation et qui se réfère à l'article 110 de la Loi de la fonction publique, on ne peut accorder une requête en accréditation autre que pour les groupes spécifiquement mentionnés à l'article 110. Comme le ministre de la Justice l'a mentionné, le groupe des dissidents, au moment où on se parle, est membre du Syndicat des agents de la paix de la fonction publique. C'est un syndicat dûment accrédité, avec un exécutif et un président. Que, d'une façon interne, il y ait un groupe qui veuille sortir de l'unité d'accréditation syndicale reconnue, c'est peut-être son droit comme tel, mais, en vertu des dispositions de l'article 110 et de la Loi de la fonction publique, nous du ministère avons présenté une opposition, comme je vous l'ai dit tantôt, beaucoup plus de forme que de fond au ministère du Travail. Selon nous, la loi comme telle ne nous permet pas d'agir, à moins de modifier la Loi de la fonction publique, pour éventuellement, ouvrir... Le problème étant plus global que cela, il y a eu une décision du Conseil des ministres de former un comité de travail qui, à court terme, essaierait de regarder la demande principale qui est de voir si, effectivement, il y a lieu de former un syndicat autonome pour les agents de la paix. Cette demande sera étudiée au mérite par le comité qui a été créé.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Le Moignan: Quand on parle de dissidents, si ma mémoire est bonne, cela représenterait peut-être 1500 personnes dans toute la province. C'est ce qu'on m'a dit de toute façon. Là-dedans, on regroupe des garde-pêche, des garde-chasse. Est-ce que tout le monde est dans le même syndicat ou est-ce que cela concerne uniquement...

Une voix: Cela ne concerne que les

gardiens.

M. Le Moignan: Cela ne concerne que les gardiens. Pourquoi, en somme, ces gens veulent-ils une accréditation s'ils sont déjà seuls dans leur syndicat? Y a-t-il d'autres groupes d'agents, d'autres sortes d'agents qui ne relèvent pas des prisons et qui seraient affiliés à ce groupe-là?

M. Gendron: On pourra, M. le Président, donner l'information précise au député de Gaspé. À l'article 110, les groupes actuellement visés dans le Syndicat des agents de la paix de la fonction publique sont les suivants: les agents de la paix, bien sûr, les gardiens de prison, les garde-chasse, les inspecteurs des transports, les autres préposés à des fonctions d'agents de la paix et les préposés ici à l'Assemblée nationale. Comme tels, les gardiens de prison ou ceux qui travaillent dans les institutions pénales sont dans un syndicat de 2600 ou 2650 membres, à peu près 1400 à 1500. Quand vous dites: Ils forment la majorité, effectivement, c'est le groupe le plus nombreux à l'intérieur du Syndicat des agents de la paix, mais, selon une conférence de presse ou selon un point de vue exprimé en tout cas par le président du syndicat, M. Corriveau, président du Syndicat des agents de la paix de la fonction publique, Comme un article de la Presse le mentionnait ce matin, "Il y a présentement environ 700 gardiens de prison sur 1500 qui désirent s'affilier avec la CSN". Donc, cela signifie, selon le président actuel, que le groupe de dissidents serait moins nombreux que l'ensemble de ceux qui travaillent actuellement au niveau des institutions pénales. (10 h 50)

Le Président: Une dernière question additionnelle, M. le chef de l'Union Nationale.

M. Le Moignan: Je voudrais poser une dernière question. À la suite de l'entrevue que donnait M. Pion, le président des dissidents comme vous les appelez, hier soir, ce dernier a dit qu'il aimerait rencontrer le ministre de la Justice et le ministre de la Fonction publique. Il a dit: "On essaie déjà depuis longtemps de les rencontrer et on ne peut pas." Je voudrais avoir votre réaction.

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: Ce que M. Pion n'a pas mentionné, c'est qu'il y a moins de deux ou trois jours - mardi, je crois - j'ai eu l'occasion de le rencontrer avec d'autres représentants du groupe des dissidents et je les ai assurés que le comité qui avait été mis en place fonctionnerait avec célérité, avec rapidité. Je suis très conscient, comme ministre de la Justice, que les gardiens de prison ont un travail extrêmement difficile à faire, avec une spécificité qui leur est propre. Par conséquent, ils ont besoin d'avoir la certitude qu'un syndicat qui les représente soit de nature, lorsqu'il y a négociation, à bien représenter leurs aspirations et leurs besoins en termes de conditions de travail. C'est justement ce que s'attardera à faire le comité qui a été formé. C'est pour cette raison que je dis qu'après avoir donné ces assurances à M. Pion et à ceux qui l'accompagnaient je trouve que la manière de se conduire de ce groupe est loin de servir les

intérêts légitimes qu'ils essaient de défendre en fin de compte.

M. Lalonde: M. le Président...

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys, question principale?

M. Lalonde: Oui.

M. Gendron: Si le député de Marguerite-Bourgeoys le permet, c'est strictement un complément parce que je pensais que vous reconnaissiez le député de Rouyn-Noranda à la suite de sa nouvelle nomination.

Le Président: Je voulais le reconnaître, mais il m'a indiqué qu'il renonçait.

M. Samson: La question que je voulais poser a obtenu sa réponse dans la dernière partie de la réponse du ministre de la Justice.

Le Président: D'accord.

M. Gendron: M. le Président, si vous me le permettez, pour compléter.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Très brièvement, M. le ministre.

M. Gendron: Oui. Je pense que le problème est important. Effectivement, sur la question du député de Gaspé, il est important que la population soit informée. Compte tenu que M. Pion demandait hier avec énormément de pathétisme: On voudrait rencontrer les ministres concernés, je peux vous dire que j'ai rencontré le groupe dissident et le président officiel du Syndicat des agents de la paix qui est M. Corriveau, parce que effectivement, je pense que c'est un problème important et que nous nous devons de l'analyser. Tout comme mon collègue l'a mentionné, je ne pense pas actuellement que les actions qui ont été posées par les gardiens de prison vont permettre d'améliorer la situation. On est mieux de regarder cela ensemble et, effectivement, c'est ce que le Conseil des ministres a décidé de faire en instituant un comité de travail.

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: M. le Président, je remercie le ministre. On est bien rassuré.

Des voix: Ah, ah!

Le dossier de la SHQ

M. Lalonde: J'ai quelques petites questions à poser au ministre de l'Habitation. Hier, il a pris avis de certaines questions concernant la participation de M. Yvan Guérin à la société Transit, la société de l'homme de confiance du ministre. J'avais demandé si c'était bien la même personne qui est associée à la tenue des livres de la caisse électorale du Parti québécois. Il a également pris avis d'une question, à savoir s'il est exact que M. Cyr, l'homme de confiance du ministre, a bien nommé lui-même son fils comme acheteur de la

Société d'habitation du Québec.

Le Président: M. le ministre.

M. Tardif: M. le Président, effectivement, j'ai demandé au président de la Société d'habitation du Québec, de qui relevait la surveillance du mandataire qui était M. Cyr, de me faire rapport sur ce qu'a évoqué le député de Marguerite-Bourgeoys hier, n'en ayant pas entendu parler avant. La réponse de M. Cyr a été, M. le Président: un entrepreneur a un contrat avec la Société d'habitation du Québec et cet entrepreneur est libre d'engager qui il veut.

Effectivement, j'ai été informé par le président de la Société d'habitation du Québec hier que M. Daniel Cyr a été engagé le 7 juillet 1978, comme acheteur et ce, par le mandataire, M. Cyr, qu'il a été engagé au taux de \$8.25 l'heure, qu'il a été engagé pendant l'été 1978, pendant deux mois, et que cet engagement a pris fin quand M. Couture, le président de la Société d'habitation du Québec, s'est rendu compte qu'il s'agissait du fils de M. Cyr. M. Couture a envoyé une lettre demandant au mandataire de mettre fin à cet engagement.

Somme toute, M. Daniel Cyr a travaillé pendant pas tout à fait deux mois d'été et a retiré des honoraires de \$2598. Voilà ce qui en est, M. le Président.

Deuxième point, dans le cas de M. Guérin. Encore là, M. le Président, j'ai fait les vérifications auprès de la Société d'habitation qui est une société d'État et qui ne demande pas au ministre la permission d'agir chaque fois.

Or, je me suis enquis auprès de la société et celle-ci, effectivement, m'a informé que, dans la compagnie Transit, il y a en effet trois actionnaires. C'est une compagnie incorporée en 1960, dont 50 actions ont été émises, soit 48 actions à M. Luc Cyr le président, une action à un beau-frère - ce qui est commun chez les Québécois, dans les entreprises de famille - et une action à M. Yvan Guérin, comptable. Ce sont donc les trois personnes requises pour incorporer cette entreprise et ceci, depuis 1960.

On m'informe de plus que M. Guérin n'a jamais tiré aucun profit de son action, du fait d'être actionnaire. M. Guérin est comptable de la firme Transit depuis 1960.

Pour le reste, quant au rôle de M. Guérin comme vérificateur des livres, contrairement à tout ce qui a été écrit dans les potins de ce matin, je demanderais au premier ministre de détailler cette question, comme chef du parti. M. Lévesque.

Une voix: Il n'est pas là.

M. Tardif: En attendant, s'il y a d'autres questions.

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys, question additionnelle.

M. Lalonde: Le premier ministre est absent, il pourra compléter la réponse un peu plus tard. M. le Président, le ministre semble confirmer la participation des amis du Parti québécois dans la SHQ.

M. Tardif: M. le Président, j'ai tout

simplement répondu aux questions du député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Je n'ai pas terminé ma question.

Est-ce que le ministre pourrait nous donner des détails sur l'entourage qui lui a conseillé d'engager ce M. Cyr, au départ? On voit que le ministre veut prendre ses distances avec le mandataire coordonnateur et passe par M. Couture qui, paraît-il, aurait contresigné l'engagement de M. Daniel Cyr, de toute façon. Est-ce qu'il pourrait nous donner des détails sur les personnes qui lui ont recommandé d'engager M. Cyr, au départ? De quel cabinet faisaient partie ces personnes?

M. Tardif: M. le Président, lorsque, forcément, on arrive à la tête d'un gouvernement, on a des postes à remplir, des postes de cabinet, des postes dans différentes directions, dans différents organismes et on se renseigne autour de soi. Or, effectivement, je me suis renseigné auprès de mes collègues du cabinet et notamment du bureau du premier ministre. On m'a recommandé M. Luc Cyr comme étant une personne compétente en matière d'habitation. Et cette nomination, ou cette recommandation, ou cette suggestion qui m'a été faite par un membre du cabinet était connue du premier ministre. Là-dessus, je lui passe la parole.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, avec le gros titre de ce matin dans le Journal de Québec et sûrement dans le Journal de Montréal: La caisse électorale du PQ: les libéraux accusent, de la part du commentateur et échetier Normand Girard, qui est d'ailleurs l'un des seuls que l'affaire continue d'intéresser vraiment, puisqu'il est l'un des seuls à la tribune de la presse, ce gros titre...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!
(11 heures)

M. Lévesque (Taillon): ... ce gros titre noir est évidemment la traduction d'une intention manifeste. Cela correspond à la volonté, depuis quelques jours, chez cet échetier en particulier, de gonfler au maximum et de grossir, conformément à une méthode bien connue, une tentative libérale pour salir notre administration.

D'abord, le lien avec la soi-disant caisse électorale est constitué par le nom de M. Yvan Guérin, comptable agréé, qui, depuis une douzaine d'années, depuis que le parti existe, a été l'un des vérificateurs bénévoles des livres du Parti québécois...

Une voix: ...bénévole.

Des voix: Ah!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lévesque (Taillon): ...et, si j'ai bonne mémoire...

Des voix: Ah!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lévesque (Taillon): ...qui a fourni également...

Une voix: Il va être nommé le bénévole de l'année.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Des voix: Ah!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lévesque (Taillon): Je les trouve drôles quand ils rient, M. le Président, eux qui dégoulinent encore de tous les scandales dont on a hérité et qui essaient de bâtir quelque chose, avec certaines complicités extérieures, à partir de rien, jusqu'à preuve du contraire.

Une voix: Le bénévole le mieux payé.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lévesque (Taillon): Le même M. Guérin a été bénévolement aussi quelqu'un qui a donné un coup de main - Dieu sait que personne ne s'est enrichi - dans le défunt journal Le Jour et qui, bénévolement, bien sûr - je pense que tout le monde l'admettra - a été mon agent officiel en novembre 1976.

Des voix: Ah!

M. Lévesque (Taillon): Bon. Curieusement, la question qui est arrivée mentionnant encore M. Guérin correspond à une chose que je ne peux pas élucider complètement, mais je vais donner les précisions, et j'espère que le journal de Montréal et le journal de Québec auront la décence de donner le même genre de titre et le même genre de traitement qu'aux rumeurs qu'ils véhiculent depuis trois ou quatre jours.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lévesque (Taillon): Depuis lors, depuis 1976...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lévesque (Taillon): M. le Président.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Une voix: Cela s'endure.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lévesque (Taillon): ...je serais curieux de savoir - c'est cela que je fais vérifier - si M. Guérin a pu toucher un traître cent pendant qu'on était au pouvoir, à partir des fonds publics du Québec. Je suis en train de faire vérifier cela. De toute façon, la caisse du Parti québécois, après quatre ans de pouvoir, contrairement à celle de nos amis d'en face qui traînent encore...

Une voix: Oui.

M. Lévesque (Taillon): ...je ne sais pas combien d'argent, mais au moins \$750,000 de pots-de-vin olympiques, correspond très

exactement aux réserves qu'on peut bâtir à partir de nos campagnes de financement, qui sont les mêmes depuis qu'on est au pouvoir et surtout depuis que la loi no 2 a été adoptée par ce gouvernement, les mêmes qu'elles étaient pendant les huit ou neuf ans qui ont précédé. Partant de là, la caisse électorale du Parti québécois, les références qu'on y fait et surtout depuis l'adoption de la loi no 2, c'est surtout, je crois, sans la moindre justification, quelque chose qui ressemble à une bassesse dans un journal qui se respecte et qui ne se donne même pas la peine de vérifier.

Pour ce qui est de M. Cyr, quand on est arrivé au pouvoir - entre nous, c'est un cadeau que le député de Marguerite-Bourgeoys aurait pu avoir dès le début s'il avait posé ses questions autrement que comme un procureur, enfin, alimenté par les sources qu'on connaît et qui s'en va à la pêche continuellement...

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lévesque (Taillon): ...en 1976...

Une voix: Cela fait mal.

M. Lévesque (Taillon): ...comme il est normal et comme, je pense, aucun groupe responsable n'éviterait de le faire, on avait un certain nombre de gens qu'on connaissait, en qui on avait confiance, pour des nominations nécessaires. Il y a des nominations...

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lévesque (Taillon): ...qui sont nécessaires, chacun le sait, dans les cabinets ministériels. Il faut avoir des équipes. Il y a des nominations qui dépendent directement du gouvernement. Il faut avoir au moins des gens à qui on a pensé et en qui on a confiance. Le nom de M. Cyr, connu de plusieurs d'entre nous, de ce côté-ci, depuis les tout débuts de notre action politique...

Une voix: Ah!

M. Lévesque (Taillon): ...oui, était parmi ces noms qui étaient retenus au cas où il y aurait des nominations nécessaires. À un moment donné, dans le fouillis indescriptible, la gabegie - je m'excuse de le dire - les saloperies accumulées...

Des voix: Ah!

M. Lévesque (Taillon): ...à la Société d'habitation du Québec pendant les six ans de nos amis d'en face, il a fallu suggérer des noms. Parmi les noms suggérés, à cause d'une expérience dans la construction et à cause d'une réputation d'intégrité qui, autant que je sache, est parfaite, il y avait le nom de M. Cyr. Il n'a pas été retenu à ce moment-là, c'est M. Couture qui a été nommé.

Une voix: ...

M. Lévesque (Taillon): Un étudiant, l'été,

franchement...

Quand est venu le moment où il y a eu cette découverte d'à peu près \$13,000,000 de scandales accumulés sous les libéraux dans la construction des HLM, il fallait quelqu'un qui ait cette compétence, justement, dans le domaine de la rénovation et de la réparation, qui est un secteur très particulier de la construction. Il n'y avait pas de fichier; non seulement il n'y avait pas de fichier, à ce moment-là, pour choisir, mais plus que cela, il n'y a pas de soumission à demander normalement sur des prix fixes de réparation. La pratique courante - j'ai été ministre des Travaux publics juste assez longtemps pour le savoir - la seule qui ait du bon sens est d'établir des honoraires et de payer les coûts en surveillant ce que ça va coûter, en essayant de sauver de l'argent. En gros, c'est le mandat qui a été donné à M. Cyr et qui va d'ailleurs être expliqué par le ministre délégué à l'Habitation aussitôt après la période des questions, comme il l'a promis hier.

M. Rivest: Conférence de presse!

M. Lévesque (Taillon): Je me souviens d'une chose. Quand a été nommé M. Cyr, j'étais au courant, j'étais d'accord et jusqu'à preuve du contraire, je crois qu'il a sauvé des fonds publics et qu'il a réparé les dégâts qu'on nous avait laissés.

Le Président: Dernière question additionnelle, compte tenu du temps, M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Le premier ministre pourrait garder son calme, M. le Président. Il veut aller écrire les articles des journalistes, il veut poser les questions à notre place...

M. Rivest: Et il donne les réponses!

M. Lalonde: Bon! Là s'est établie la connexion du parti avec...

M. Bélanger: The French Connexion!

M. Lalonde: ... la Société d'habitation du Québec, c'est clair.

M. Bélanger: La filière!

M. Lalonde: Pourquoi le ministre ne fait-il pas un rapport complet de l'administration de la direction générale des réparations majeures sous M. Cyr...

M. Bérubé: Ne vous inquiétez pas, vous allez l'avoir dans la face!

M. Lalonde: ... tel que proposé, tel que demandé par plusieurs fonctionnaires de la Société d'habitation? Est-ce qu'on pourrait apprendre, par exemple, si on avait un tel rapport, que dans le dossier de Rivière-Bleue - vous savez où est Rivière-Bleue, c'est près de la frontière du Nouveau-Brunswick, dans la région de Cabano; ce n'est pas à côté de Saint-Jérôme - M. Cyr a donné à l'entreprise Claude Aubin Ltée de Saint-Jérôme, sans soumission, un contrat de \$285,000? Le ministre pourrait-il vérifier s'il n'y a pas un

lien de parenté entre M. Cyr et le propriétaire de cette société?

Des voix: Ah, ah!

Le Président: M. le ministre.

M. Tardif: Je n'ai pas attendu les questions du député de Marguerite-Bourgeoys pour poser au président de la Société d'habitation des questions en rapport avec ce dossier des réparations majeures. En fait, le 4 septembre dernier, je lui demandais de faire un peu le point, de faire le bilan sur ce dossier. Dans le cas précis de Rivière-Bleue - encore une fois, la surveillance de ce contrat, les vices de construction relevaient de la Société d'habitation, de son président et du conseil d'administration - un membre de mon cabinet m'a informé que M. Cyr aurait donné un contrat à un M. Aubin qui était effectivement son beau-frère.

Des voix: Ah!

Le Président: À l'ordre!

M. Tardif: M. Couture m'informe...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Tardif: Le président de la Société...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Une voix: Quelle famille!

M. Picotte: M. le Président, qu'on fasse évacuer les journalistes!

M. Tardif: M. le Président, est-ce qu'on veut une réponse, en face?

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! S'il vous plaît, à l'ordre! Messieurs, il y a eu une question additionnelle et je pense que la question mérite une réponse.

M. le ministre.

M. Tardif: Le rapport du président de la Société d'habitation... J'inviterais le député de Marguerite-Bourgeoys, au moins, à écouter la réponse. Cela ne l'intéresse pas, vraisemblablement, sauf pour lancer des accusations.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! (11 h 10)

M. Tardif: Effectivement, le président de la Société d'habitation du Québec, à qui j'ai posé la question, m'informe qu'ayant appris ce lien de parenté entre M. Cyr, le mandataire de la société, et Aubin Construction, il a demandé à ce dernier de mettre un terme à ce contrat. Or, comme 75% des travaux étaient exécutés, que le chantier était en marche... Si vous me permettez...

Une voix: Si vous aviez surveillé.

M. Tardif: Je n'avais pas à surveiller; le président de la Société d'habitation avait à surveiller.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Une voix: Ponce Pilate.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!
M. le ministre.

M. Tardif: Deuxièmement, M. le Président, le rapport du président de la Société d'habitation du Québec nous apprend que les travaux, qui avaient été évalués par les petits amis des gens d'en face à \$375,000, ont été réalisés par ce M. Aubin, entrepreneur en construction, pour \$286,000, soit, encore là, une économie de \$90,000 par rapport aux évaluations faites par vos gens.

Le Président: Fin de la période des questions.

À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Marguerite-Bourgeoys, M. le député de Joliette-Montcalm, M. le député de Joliette-Montcalm, s'il vous plaît! Et tous les autres. M. le député, s'il vous plaît. À l'ordre, s'il vous plaît!

Motions non annoncées.

Enregistrement des noms sur les votes en suspens.

Avis à la Chambre.

M. le leader du gouvernement.

Avis à la Chambre

M. Charron: M. le Président, je voudrais rappeler à l'Assemblée qu'elle se réunira à nouveau lundi à 14 heures; que, dès la fin des deux interventions annoncées au débat sur le projet de loi 89 tout à l'heure, nous proposerons l'ajournement de la Chambre. Je rappelle qu'à 14 h 30, cet après-midi, dans cette enceinte, doit avoir lieu la question avec débat inscrite par le député de Marguerite-Bourgeoys.

Il y a deux avis que je dois donner à ce moment-ci. Les bills privés inscrits et déferés à la commission des affaires municipales seront étudiés par les députés membres de cette commission, le vendredi 12 décembre, dès après la période des questions, au salon rouge, vers 11 heures. De même, le mercredi 17 décembre, à la salle 91-A, aura lieu, à compter de 11 h 30, également après la période des questions, la réunion mensuelle de la commission de engagements financiers.

Pour répondre à une demande formulée hier, par l'Opposition officielle, de 10 heures à 13 heures ou 12 h 30, lundi matin, au salon rouge, aura lieu la réunion de la commission de l'énergie et des ressources pour entendre les représentants de SOQUEM et de SOQUIP, comme nous en avons convenu hier.

M. Lalonde: En vertu de l'article 34, M. le Président.

Recours à l'article 34

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Je veux demander au ministre

de la Justice, par le leader, s'il a l'intention de déposer en cette Chambre le dernier rapport de la CECO. Il n'a pas été déposé, ni distribué à l'Assemblée nationale. Est-ce que vous avez l'intention de le faire?

M. Bédard: Assurément.

M. Lalonde: Cela nous intéresse beaucoup.

Le Président: M. le député de Gouin, en vertu de l'article 34.

M. Tremblay: En vertu de l'article 34, M. le Président, au leader parlementaire du gouvernement. Est-ce qu'il pourrait indiquer à cette Assemblée si le dépôt du budget supplémentaire aura lieu le mardi 9 décembre tel que prévu.

M. Charron: Le mercredi 10.

M. Tremblay: Le mercredi 10. Merci.

Le Président: M. le député de Gatineau.

M. Gratton: M. le Président, mardi, le premier ministre, au nom du ministre de l'Éducation, avait pris avis d'un certain nombre de questions que lui posait le député de Roberval concernant les demandes des étudiants de l'École de pilotage de Chicoutimi. Or, on sait que le ministre de l'Éducation a été absent de la Chambre toute la semaine, il est en tournée. On se demande de ce côté-ci si on aura une réponse bientôt aux demandes des étudiants. On sait qu'il y a une nature très urgente à ces questions puisqu'il y va de l'année scolaire, surtout des étudiants en troisième année. À quel moment pouvons-nous escompter donner des réponses valables à la demande d'enquête au CEGEP, à la date de la fin de l'année scolaire pour ces étudiants de l'École de pilotage?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Charron: À la suite de la période des questions de je ne sais plus quel jour cette semaine où, effectivement, cette question a été évoquée, des rencontres ont eu lieu avec le député de Chicoutimi, avec des représentants du cabinet du ministre de l'Éducation, avec des fonctionnaires du ministère de l'Éducation et, en conséquence, la réponse dont le premier ministre a pris avis est en voie de préparation et sera fournie à l'Assemblée.

M. Gratton: En vertu de l'article 34, sur un autre sujet. Le leader du gouvernement peut-il nous dire à quel moment le ministre des Finances déposera le deuxième rapport de la société des loteries sur l'implantation possible de casinos au Québec?

M. Charron: Je n'en ai aucun avis. Je ne sais si ce sera dans quelques jours ou dans quelques semaines. C'est la première fois que la question m'est posée. Je m'informerai.

Le Président: D'accord.
Affaires du jour.

Reprise du débat sur la motion

de deuxième lecture du projet de loi no 89

M. le leader du gouvernement, j'appelle l'article 1, qui est la reprise du débat sur la motion du ministre de la Justice proposant que le projet de loi no 89, Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille, soit maintenant lu pour la deuxième fois. L'ajournement du débat avait été demandé par le député de Brome-Missisquoi.

M. le député.

M. Paradis: M. le Président, avec votre permission, je céderai mon droit de parole au chef de la grande famille libérale québécoise, M. Claude Ryan.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Claude Ryan

M. Ryan: M. le Président, je ne pensais pas que nous passerions toute la séance de ce matin à discuter des questions reliées à la famille.

Une voix: Vous ne l'avez pas trouvée drôle?

Une voix: Un mot d'esprit!

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. le chef de l'Opposition officielle, c'est vous qui avez la parole.

M. Ryan: Mme la Présidente, je vous demanderais de tenir compte, dans le calcul du temps, de toutes les interruptions qui semblent devoir me rendre la tâche difficile ce matin. Pourtant, le sujet que nous allons discuter ne se prête pas du tout à ce genre de mesquinerie et de manque de discipline. Je voudrais féliciter, en commençant, le ministre de la Justice d'avoir présenté hier le projet de loi no 89 dans des termes responsables et pondérés qui tranchent singulièrement avec le genre de propos qu'on entendait depuis que j'ai commencé à parler tantôt.

Je voudrais essayer de me situer plutôt au niveau où s'est situé le parrain du projet de loi hier, parce que nous abordons, avec le projet de loi no 89, un des sujets les plus fondamentaux, les plus vitaux pour l'avenir de cette collectivité qui nous tient tous profondément à cœur. La survie du peuple canadien-français a été assurée par la vigueur des valeurs familiales qu'il a cultivées pendant très longtemps. Il est vrai qu'aujourd'hui, la famille est en crise à bien des points de vue - nous aurons l'occasion d'en parler plus loin - mais on n'a pas trouvé de substitut acceptable pour cette institution tout à fait fondamentale aux yeux de tout peuple qui veut conserver sa vigueur et l'accroître dans l'avenir. C'est par conséquent avec infiniment de respect et d'intérêt que je me suis penché, avec mes collègues, sur les problèmes que soulève le projet de loi no 89 et je voudrais communiquer quelques observations à ce sujet. Je me joins à cet égard à plusieurs de mes collègues qui ont déploré le peu de temps qui nous a été accordé pour l'étude en profondeur du projet. C'est vrai qu'il y a un an et demi une commission parlementaire s'était penchée sur le rapport de l'Office de révision du

Code civil. C'est vrai aussi qu'on nous avait remis ce projet de loi il y a déjà quelques mois, mais, étant donné que nous sommes ensuite entrés dans la période référendaire, qu'il y a eu ensuite cette vague d'hésitations à propos d'élections générales, qu'il y a eu aussi des élections complémentaires le 17 novembre, il me semble que l'opinion publique n'a pas eu le temps d'être saisie de manière satisfaisante de toutes les implications d'un projet de loi aussi fondamental. (11 h 20)

J'aperçois la ministre d'État à la Condition féminine, de l'autre côté. Je pense que la ministre a dit qu'elle entendait faire une campagne d'information en dehors de la Chambre. C'est très bien, mais il est trop tard maintenant pour que tous les éléments qui auraient dû participer à ce débat aient la chance de le faire.

De toute manière, nous sommes en face du fait accompli et il s'agit de fonctionner. Nous n'entendons pas faire obstruction. Nous ne l'avons pas fait. Je pense que nous avons favorisé par tous les moyens un débat qui n'aurait entraîné aucune perte de temps et je voudrais compléter l'apport de ma formation politique dans ce même esprit.

Je voudrais tout d'abord rendre hommage aux auteurs du projet de réforme du Code civil. Il m'a été donné, à plusieurs reprises, au cours des vingt dernières années, d'être informé de leur travail. Ils ont fait un travail de bénédictins avec une patience admirable et j'ai surtout admiré la concision exemplaire, la précision remarquable avec lesquelles ils ont réussi à mettre par écrit les conclusions d'un travail qui a évidemment impliqué le recours à une somme de documents à peu près incalculable.

Je pense que M. Crépeau, le père de cette réforme, et les très nombreux collaborateurs qui l'ont assisté ont droit à la reconnaissance de l'Assemblée nationale et de tout le peuple du Québec pour cette contribution très discrète qu'ils ont faite et dont il n'ont jamais cherché par la suite à tirer des avantages publicitaires ou autres.

Je veux rendre hommage aux auteurs du projet de loi aussi. Il m'a été donné de faire des comparaisons entre le texte du rapport du comité Crépeau et le texte du projet de loi. Il y a beaucoup de changements, évidemment, mais dans l'ensemble, je crois pouvoir dire en toute loyauté qu'on a respecté l'esprit dans lequel avait été rédigé le rapport du comité de révision et je pense que cela facilite la tâche du législateur considérablement.

Je voudrais signaler la contribution remarquable fournie par divers organismes qui se sont intéressés de plus près à ce travail. Il m'a été donné moi-même d'étudier avec attention les mémoires d'organismes comme le Barreau du Québec, la Chambre des notaires, le Conseil du statut de la femme, l'Association féminine d'éducation et d'action sociale, la Chambre de commerce de la province de Québec, la Commission des services juridiques, l'Association des centres de services sociaux du Québec, la Conférence des maires de banlieue de Montréal, dans laquelle je compte un membre de ma famille, Mme la Présidente - je suis reconnaissant, c'est une contribution modeste qu'ils nous ont faite, mais dont nous dirons un petit mot tantôt - d'autres organismes que je ne voudrais pas nommer au complet, parce que ce

serait impossible.

Je note avec plaisir aussi, et je le dis à l'attention du ministre de la Justice, qu'on a pris soin de consulter l'autorité religieuse. Il me semble que, même si nous sommes entrés dans une ère de sécularisme beaucoup plus prononcée qu'autrefois, le mariage et la famille sont des institutions qui continuent d'intéresser au plus haut point les Églises, les religions organisées, y compris évidemment, au premier chef, l'Église catholique, laquelle a d'ailleurs fait énormément pour le développement de l'institution familiale au Québec.

J'ai pris connaissance, dans la documentation que nous a remise le ministre, d'une lettre que le Cardinal Roy lui avait adressée. Le Cardinal Roy exprime son appréciation du fait que les autorités religieuses ont été consultées à propos du rapport du comité de révision, et formule certaines remarques, sur lesquelles nous reviendrons peut-être tantôt, mais, de manière générale, je voudrais féliciter le ministre d'avoir fait cette démarche qui m'apparaît un geste de courtoisie élémentaire dans le genre de société, avec le genre de population que nous avons et avec l'échelle de valeurs qui reste encore celle d'une très grande majorité de nos citoyens.

Avant de soulever quelques problèmes à propos du projet de loi, je voudrais d'abord signaler les aspects positifs du projet. Ce n'est pas souvent que nous avons la chance, à cette Assemblée nationale, d'étudier un projet par-delà des frontières de partis. Je pense que notre devoir, comme représentants de l'Opposition, est de faire valoir toutes les difficultés, chaque fois qu'il s'en présente dans notre esprit, indépendamment de tous les appels artificiels à l'unanimité. C'est la dernière considération qui doit influencer une Opposition responsable. Mais il arrive quand même que l'évidence de certains sujets, l'évidence de certaines valeurs s'imposent à l'attention des esprits et je pense que nous sommes en face d'une situation de ce genre aujourd'hui. Je le souligne avec d'autant plus de plaisir que cela n'arrive pas très souvent.

Parmi les aspects positifs du projet de loi no 89, je voudrais signaler les suivants. D'abord, j'ai constaté avec beaucoup de satisfaction que les auteurs se sont donné une peine considérable afin de définir avec clarté et mesure les éléments essentiels du mariage qui est l'acte sans lequel la famille est inconcevable dans toute sa perfection, dans toute sa force. Je constate qu'on a mis beaucoup de soin à définir les éléments essentiels du mariage. Comme, aujourd'hui, on entend tellement de choses folles et sottes à propos de cette institution fondamentale, je pense que cela vaut la peine de les signaler parce que c'est la volonté du législateur qui s'exprimera par l'adoption du projet de loi no 89. Quand le législateur agit de manière responsable, je pense qu'il convient de le signaler de façon que les citoyens puissent s'en rendre compte aussi.

Je souligne les points suivants du mariage qui sont définis dans le projet de loi. D'abord, on dit que c'est une union entre personnes responsables et adultes. On élargit la définition d'une personne adulte. On dit que dorénavant ce seront des personnes de 18 ans et plus seulement qui pourront se marier, sauf des cas d'exception que pourra trancher le tribunal. Il me semble que c'est une disposition qui va de soi dans le

contexte actuel. Deuxièmement, on nous dit que c'est une union librement consentie où les époux entrent librement et dont ils définissent librement le régime juridique et les modalités. Encore là, nous sommes parfaitement d'accord. Il me semble que c'est la base même de cette institution, une union librement consentie. Troisièmement - et ceci comporte des éléments nouveaux qui sont intéressants; nous étions entrés dans cette voie depuis déjà une bonne quinzaine d'années avec l'adoption de la loi sur la capacité juridique de la femme mariée, en 1964 - on nous dit que c'est une union où les deux conjoints seront égaux et coresponsables. Plusieurs dispositions du projet de loi sur lesquelles je me dispense d'insister vont dans ce sens de l'affirmation beaucoup plus nette de l'égalité et de la coresponsabilité des conjoints. C'est évidemment une orientation dont nous, de l'Opposition officielle, qui avons beaucoup travaillé depuis une génération au moins pour promouvoir l'égalité des femmes et des hommes dans notre société, ne pouvons que nous réjouir. Il y a peut-être des petits points particuliers sur lesquels des améliorations s'imposeront au stade de l'étude article par article, mais, pour l'instant, cette orientation fondamentale du projet de loi nous convient tout à fait.

On dit ensuite que le mariage est une union - cela peut sembler une tautologie, mais c'est très important aussi - unique. Il ne peut pas y avoir deux mariages en même temps dans la vie d'une personne. Si vous voulez vous marier de nouveau, il faut au moins qu'il y ait dissolution du premier mariage juridique qui avait été fait entre les deux conjoints. Je pense que c'est bon de le dire parce que, encore une fois, on entend tellement de sottises à propos de ces choses. On lit tellement de folies à gauche et à droite qu'il y a des évidences qui doivent être répétées, surtout dans un texte fondamental qui traite de l'institution familiale et du mariage.

Il y a un autre point important. Ce n'est pas dit avec toute la force explicite que certains pourraient souhaiter, étant donné les convictions qu'ils ont sur ces questions. Le mariage est une union axée sur la durée et il y a certaines clauses régissant la dissolution juridique du mariage qui confirment cette orientation. Il me semble que c'est important aussi qu'on affirme, à l'occasion d'un événement aussi solennel que l'adoption d'un nouveau chapitre du Code civil traitant de la famille, que le contrat de mariage ne saurait être assimilé en aucune manière à un contrat d'achat de marchandises, à un contrat qui porte sur l'achat d'une maison ou d'un bien matériel ou même un contrat traitant de services professionnels. C'est beaucoup plus fondamental que cela. C'est l'acte de deux personnes qui acceptent de mettre leurs destinées en commun l'une et l'autre; par conséquent, la dimension de la durée est tout aussi importante dans l'acte du mariage qu'elle l'est dans la constitution des peuples.

Je lisais l'autre jour, Mme la Présidente - c'est une petite digression que je me permets ici... J'ai eu l'avantage ces derniers temps de me procurer les oeuvres du grand président américain Abraham Lincoln. Dans son premier message inaugural au Congrès américain en 1860, Abraham Lincoln - vous savez que les États-Unis étaient en face d'un phénomène de sécession à ce moment-là - disait que l'idée de nation contient

essentiellement la dimension, un désir de perpétuité aussi. Il disait qu'il ne connaissait pas de cas dans l'histoire où l'on aurait formé une nation sur la base d'un mariage à l'essai. C'est un engagement qui va beaucoup plus en profondeur et si, éventuellement, les choses ne marchent pas, il y a des procédures pour faire la dissolution de cette réalité qu'on appelle la nation et, à plus forte raison, si on peut le dire - et nous aurons l'occasion d'en parler à l'occasion d'autres débats - à propos de la constitution d'un pays ou d'une nation, on doit l'affirmer beaucoup plus fortement à propos de la famille.
(11 h 30)

Autre trait, le mariage n'est pas simplement un acte privé, un acte qu'on ferait d'une manière complètement indépendante de la communauté. C'est un acte public, un acte officiel, un acte qui est fait sous la surveillance, moyennant les normes définies par la communauté, et avec la sanction de la communauté, et sous l'autorité de la communauté. En conséquence, c'est un acte qui engendre des obligations précises.

On peut regretter ici que les jeunes s'orientent trop généralement vers le mariage sans avoir été informés avant coup de toutes les implications juridiques évidemment, mais sociales et morales également, de cet engagement très important qu'ils vont contracter.

Dans le rapport de l'Office de révision du Code civil, j'avais remarqué que, parmi les obligations que l'on conférait au célébrant du mariage religieux ou civil, il y avait celle d'informer les personnes désireuses de se marier des services de préparation au mariage ou d'orientation qui étaient mis à leur disposition par la communauté. Peut-être que ce problème pourrait se régler autrement, mais il me semble que nous avons un immense problème chez nous de préparation appropriée des jeunes aux grandes responsabilités qui découlent du mariage et de la fondation d'une famille. En tout cas, dans le projet que nous avons, ces obligations sont définies avec beaucoup de précision et je souhaite qu'elles soient mieux connues de la population et, en particulier, des jeunes.

Le mariage est aussi un acte qui est à la frontière du religieux et du civil. Je sais que cela ne fait pas l'affaire de certains qui voudraient qu'on établisse des murs de séparation absolument infranchissables entre ce qui est du domaine religieux et ce qui est du domaine civil. Malheureusement, les personnes sont uniques, les familles aussi. Elles relèvent, les unes et les autres, autant d'un ordre de compétences ou d'un champ d'intérêts que de l'autre. Et je crois qu'en maintenant l'institution du mariage religieux, reconnu par l'autorité civile pour fins civiles, et en permettant également l'autre forme de mariage l'autorité fait preuve de réalisme. Je me réjouis de constater que l'espèce d'esprit de fronde qu'on pouvait observer il y a un certain nombre d'années, quand on traitait de ces choses, c'est complètement absent de ce projet de loi. Je pense qu'il y a un souci de responsabilité de bon aloi que, personnellement, je me plais à souligner.

Un autre élément, c'est une union où vient intervenir tôt ou tard un troisième sujet de droit, l'enfant. C'est une chose qui était traitée de façon très insatisfaisante dans l'ancien Code civil. Avec le projet de loi no 89, l'enfant devient un sujet de droit. On lui confère des droits qui

n'étaient pas reconnus explicitement auparavant. Je pense que cela vaut la peine de le souligner également. C'est un déblocage, une innovation qui s'imposait.

Deuxième caractéristique positive du projet de loi. Je pense qu'on peut dire, en toute justesse, qu'il reconnaît avec prudence, sans faux désir d'innovation à tout prix, comme on en a trop vu ces dernières années, les conditions nouvelles dans lesquelles se contracte et se vit le mariage dans la société de 1980. Je voudrais signaler un certain nombre d'innovations qui sont dans le projet de loi et qui m'ont plu, en principe, à propos desquelles je soulignerai ensuite quelques difficultés pratiques.

La résidence familiale, par exemple. Le concept de résidence familiale qu'on introduit dans le projet de loi no 89 est, à mon point de vue, un concept très intéressant. Il était temps que l'on trouve moyen de protéger la femme, en particulier, contre bien des abus dont elle a été la victime dans le passé, étant donné l'absence à peu près complète de garanties en sa faveur dans le Code civil.

Le concept de résidence familiale assure la femme en particulier qu'à l'avenir, dans la mesure où les conjoints le voudront, ils pourront enregistrer la résidence familiale auprès des autorités compétentes et, en cas de dissolution du mariage, aucun des deux conjoints ne pourra disposer de ce bien commun sans avoir le consentement de l'autre et sans être obligé légalement de lui verser au moins une compensation, sinon davantage. Je pense que c'est très bien. On est obligé de voir aujourd'hui - cela fait de la peine à beaucoup de gens, je le comprends et moi-même, cela me chagrine profondément dans mes convictions - que les causes de dissolution ou de rupture du mariage ne peuvent pas être perçues par le législateur avec la même rigueur que dans le Code civil que nous avons hérité de 1866. Déjà, des adoucissements avaient dû être introduits par le législateur fédéral en matière de divorce en particulier. Je crois que l'orientation vers un régime de la reconnaissance par les deux parties de l'impossibilité radicale où elles se trouvent de continuer l'union matrimoniale est conforme à l'accent beaucoup plus fort qu'on met sur la responsabilité des personnes en cette partie du XXe siècle.

Maintenant, il y en a qui auraient voulu qu'on aille jusqu'à l'abolition totale du concept de faute. Je me réjouis personnellement qu'on ait conservé cet élément parce que, dans une union à deux, il faut bien concevoir que l'un ou l'autre des conjoints pourrait avoir intérêt, à un moment donné, à empêcher la séparation ou le divorce pour toutes sortes de raisons. Alors, qu'on prévienne qu'une personne qui a manqué à ses obligations pourrait être traduite devant les tribunaux pour rendre compte de ses actes et pour que l'autre personne, la victime, puisse avoir justice, il me semble que c'est du bon sens élémentaire. Mais dans la mesure où l'accord se fait entre les époux pour présenter au tribunal une situation de fait qu'ils seront évidemment appelés à expliquer un petit peu, je pense qu'on sortira de ce régime pourri où les avocats étaient obligés de fabriquer des preuves. On était obligé d'inventer toutes sortes de motifs qui étaient vraiment répugnants pour la dignité des personnes. Quoique l'équilibre n'est pas complet dans le projet de loi, il me

semble que des suggestions ont été faites au ministre, dans des mémoires qu'il a reçus, qui lui permettront d'améliorer encore ce fameux article 538. Nous sommes dans la bonne voie en cherchant un équilibre entre le concept traditionnel de faute et le concept d'entente des époux quant à l'impossibilité de continuer.

Au sujet des effets de la rupture ou de la dissolution, encore là, on ne peut pas aller vers l'égalité de plus en plus poussée des sexes et maintenir le concept traditionnel de pension alimentaire comme on l'avait autrefois. Un corollaire de cette évolution vers l'égalité, c'est que le concept de pension alimentaire doit devenir plus souple. On ne peut pas l'éliminer. Cela ne peut pas être un dogme de la même façon que cela pouvait l'être sous un autre régime. Ici encore, la latitude beaucoup plus grande que l'on veut donner aux tribunaux pour trancher ces questions est un principe tout à fait acceptable.

Le ministre n'a pas voulu s'embarquer trop radicalement dans la reconnaissance de ce qu'on appelle les unions de fait qui sont une réalité de plus en plus répandue aujourd'hui. Je le comprends. J'en parlerai tantôt. Cela pose des difficultés, je pense, qu'il faut aborder franchement. Je crois que si des personnes décident de vivre ensemble sans donner aucun caractère juridique ou légal à leur cohabitation...

Mme la Présidente, je vais être obligé de vous demander quelques minutes de plus. Ma formation n'a pas pris beaucoup de temps pour exposer ses vues sur ce projet. Nous avons commencé le débat depuis seulement hier. Je ne sais pas si vous pouvez me donner un quart d'heure de plus, j'en aurais besoin.

Des voix: Consentement.

La Vice-Présidente: À moins que nous n'ayons le consentement, M. le chef de l'Opposition officielle.

Une voix: Consentement.

Une voix: D'accord.

Une voix: Est-ce qu'il y a consentement?

La Vice-Présidente: Allez donc, M. le chef de l'Opposition officielle.

M. Ryan: Je remercie les membres du groupe ministériel de cette autorisation qu'ils me donnent. Je vais essayer de m'en servir dans un esprit constructif.

Sur l'union de fait, par conséquent, je pense qu'il faut procéder avec beaucoup de prudence. Si les personnes ne veulent pas conférer elles-mêmes un caractère juridique ou légal à leur union, il ne peut pas être question de le leur imposer de force, non plus. Je pense qu'il faudrait laisser cette situation évoluer pendant un certain temps. Nous trouverons peut-être des formes nouvelles d'union matrimoniale avec le temps, mais je pense qu'on n'inventera pas, non plus, la machine à cinq roues. Je pense qu'il y a des choses de base qui vont rester et ceux qui ne sont pas prêts à les accepter évolueront progressivement sans doute. Je crois que la prudence était de mise à ce sujet.

(11 h 40)

Je voudrais maintenant souligner un certain nombre de problèmes auxquels je voudrais que le ministre s'intéresse avant que soit franchie l'étape de l'étude article par article. Au sujet de l'union de fait et de la séparation de fait, un point a été soulevé dans plusieurs représentations dont j'ai pris connaissance. Le fait que des personnes vivent ensemble, indépendamment de l'opinion morale qu'on peut avoir sur cette question, crée quand même des liens qui sont appelés à transiger autour de biens matériels et tout. Penser qu'après plusieurs années de vie commune, du jour au lendemain, par la séparation, il n'y a aucune espèce d'obligation qui existe pour l'une ou l'autre des parties envers l'autre, je crois qu'il y a un problème de ce côté qu'il faudrait examiner de plus près. Il me semble qu'il faudrait au moins prévoir la possibilité d'entente entre ces personnes de manière que certaines obligations soient reconnues au moment de la rupture. C'est un commencement d'orientation vers la voie juridique qu'il faudrait regarder; ce serait peut-être une amélioration par rapport au néant total. Je pose la question simplement; je n'ai pas de solution, mais il me semble que si on regarde ce phénomène avec compréhension, au lieu de le regarder simplement comme une affaire marginale, à laquelle on ne touchera pas, on sera peut-être plus en mesure d'apporter une contribution constructive.

Quand il s'agit de reconnaître le droit de l'enfant, par exemple, à ne souffrir d'aucune discrimination, quel que soit le type d'union avec lequel ses parents sont engagés, je suis d'accord à 100%. Je pense que nous avons trop longtemps vécu sous l'empire de distinctions qui étaient comme une espèce de fer rouge dont on marquait certaines catégories d'enfants; c'est très bien qu'on les élimine.

Quand vous donnez, d'autre part, le pouvoir d'adopter des enfants à des personnes qui vivent en union de fait, je ne sais pas si cela ne pourrait pas être nuancé, si cela ne pourrait pas être dit que le tribunal aura l'obligation particulière de vérifier l'aptitude des personnes en question à prendre charge d'un enfant. Je ne sais pas si le ministre sera d'accord, mais le projet me paraît vague de ce côté, ce me semble ouvrir la porte à peu près à n'importe quoi; je ne veux pas entrer dans les détails pour ne pas être accusé de violer la Charte des droits et libertés de la personne.

Deuxième point: la résidence familiale. Comme c'est formulé actuellement, ce n'est pas tout à fait assez fort pour la femme. Il faut lui donner une protection plus forte que ce qui est donné ici, en particulier au moment de la dissolution toujours légale du mariage, évidemment. Il faudrait que le tribunal ait la faculté de considérer la possibilité de décréter que c'est peut-être la femme qui a droit à la maison, finalement, et pas nécessairement l'homme. Si j'ai bien compris, si c'est dans le projet de loi, ce sera très bien, mais j'ai cru comprendre que la femme pourrait continuer d'occuper la résidence jusqu'à la fin d'une certaine période qui est mal définie, d'ailleurs, d'après ma lecture. Il me semble que ce point gagnerait probablement à être renforcé.

L'accès à ce régime de la résidence familiale devrait être popularisé; évidemment, il faut que tout le monde soit au courant. Il faudrait

prendre les moyens pour que les gens soient informés, mais il faut qu'on garde cependant le caractère juridique de l'acte. Je pense que les notaires ont beaucoup insisté pour qu'intervienne un acte notarié là-dedans. Je pense qu'il y a quelque chose dans cette affaire, ce peut être fait de bien des manières et il ne faudrait pas qu'on fasse cela comme on remplit une formule d'impôt sur le revenu ou un bail. Je pense que c'est plus sérieux que cela, cela engage pour toute la vie, dans bien des cas et j'ai l'impression qu'il y aura des améliorations à chercher de ce côté-là.

En ce qui regarde les régimes matrimoniaux, est-ce que j'ai bien compris le ministre? A-t-il dit que, sous le régime de la communauté de biens, actuellement, il y a seulement 1% des mariages contractés depuis...

M. Bédard: Moins de 1%.

M. Ryan: Depuis combien de temps? Savez-vous combien il reste actuellement de mariages qui vivent en communauté de biens au Québec? Avez-vous tout ce qu'il y a d'accumulé de ce côté?

M. Bédard: Nous n'avons pas de chiffres exacts. Maintenant, peut-être qu'au niveau de l'étude article par article nous pourrions fournir ces renseignements qui nous permettraient peut-être d'évaluer jusqu'à quel point...

M. Ryan: Évidemment, s'il reste encore...

M. Bédard: ... le système est devenu moins attrayant.

M. Ryan: ... quelques centaines de milliers de mariages qui sont sous l'empire du régime de la communauté de biens, il faudrait s'interroger sur l'opportunité de supprimer d'un trait de plume tous les articles du Code civil qui traitent de cette forme de régime matrimonial. Jusque là, on a seulement un petit paragraphe de trois lignes qui dit qu'il pourrait y avoir toutes sortes de formes d'ententes entre les époux. Il me semble qu'on ne devrait pas disposer de manière aussi cavalière d'une institution aussi importante même si l'évolution récente des mœurs donne de moins en moins d'importance à ce type de régime matrimonial.

En ce qui touche les modifications au régime, je pense qu'il serait bien important de prévoir qu'elles devront continuer d'être homologuées par les tribunaux.

Autre point: les causes de séparation et de divorce. J'en ai parlé tantôt, nous n'avons aucune objection, étant donné que nous traitons de la loi civile et non pas de convictions philosophiques, à ce que le législateur reconnaisse de manière plus libérale qu'autrefois les causes susceptibles de conduire à la rupture de l'union matrimoniale. Je porte à l'attention du ministre de la Justice les observations que lui a faites le cardinal Roy dans sa lettre. Le cardinal Roy vous a suggéré de faire une distinction entre les causes de séparation et les causes de divorce. Dans le projet actuel, au chapitre de la séparation, les causes, on dit d'aller voir l'article 538. Je pense que le cardinal Roy vous a fait une observation de grande sagesse. Il peut y avoir des causes

beaucoup plus variées de séparation; la séparation n'est pas du tout de même nature que le divorce. Il me semble que le ministre aurait intérêt à concevoir un article spécial qui tiendrait compte de ces représentations et qui prévoirait un éventail plus large, toujours dans la perspective que le mariage est une union axée sur la durée et que la responsabilité du législateur est de tout faire pour favoriser la réalisation de cette dimension de durée, dans des conditions les plus humaines possible.

En ce qui touche les effets du divorce, et la pension alimentaire qui pose des problèmes dans la conception qu'on en présente, le tribunal doit statuer suivant les circonstances. Pas d'objection là-dessus. Il me semble que c'est la formule la plus réaliste. On donne au tribunal un droit de réserve. Il peut arriver qu'au moment où le divorce se fait on ne connaisse pas toutes les circonstances, on ne soit pas en possession de toutes les données nécessaires pour que le tribunal puisse statuer tout de suite. On dit dans le projet de loi qu'à ce moment-là le tribunal peut se donner un droit de réserve pour deux ans, au terme de quoi le droit de réserve n'existe plus.

Le Barreau a signalé avec beaucoup de justesse, à mon point de vue, que l'un des conjoints peut très bien s'arranger pour être dans une situation financière impossible au moment où le divorce est prononcé; il va s'arranger, légalement, pour rester dans cette situation pendant deux ans. Après deux ans et un jour, vous allez apprendre qu'il s'ouvre un commerce qui est devenu très prospère, et tout. Je trouve que ce droit de réserve, il faudrait le maintenir pour une période beaucoup plus longue, peut-être de manière indéfinie. Sûrement pas seulement pour deux ans, sûrement pas l'enlever non plus.

Je pense que c'est très dangereux, cette clause, et j'espère qu'on l'examinera de plus près. En ce qui concerne les arrangements financiers qui vont suivre le divorce, il y a des représentations qui ont été faites par des organismes féminins auxquelles je souscris sans aucune difficulté. Ils disent que, dans l'évaluation de la part qui va revenir à la femme, on devrait tenir compte de l'apport qu'elle a fait à l'accroissement de la famille, par son activité au foyer, par sa collaboration à l'entreprise ou encore à la carrière de son mari ou par son apport financier, très souvent, à l'acquisition et au développement de la résidence familiale. Je pense que c'est très important d'introduire ces notions dans le fameux article qui traite de ces questions à l'article 555.

Je voudrais dire un mot des enfants. On leur donne le droit de représentation devant le tribunal, quand il est question d'un problème qui affecte la famille; c'est très bien, mais je pense qu'il faudrait ajouter que ce serait un droit de représentation par un avocat. C'est évident qu'un enfant de six ans, sept ans, huit ans ne peut pas aller se représenter facilement devant le tribunal. Je pense qu'il faudrait mettre de manière formelle que ce sera une représentation par un avocat.

Il y en a qui se sont étonnés du droit de correction qui est donné aux parents. Je ne sais pas, moi, je trouve que... Je n'en ai jamais usé personnellement, à ma connaissance, mais je trouve bien d'inscrire ça dans la loi, comme il est formulé, droit de correction raisonnable et

modéré. On ne vit pas dans une république angélique. Mais je voyais que des organismes voudraient qu'on mette la participation obligatoire du mari aux tâches domestiques. Je ne voudrais pas être obligé de laver la vaisselle. Je suis bien prêt à le faire de temps à autre, mais je ne voudrais pas que M. le ministre de la Justice m'en fasse une obligation.

Je pense qu'il y a des choses que les conjoints sont assez intelligents pour régler entre eux. Il me semble qu'on serait mieux de dire, à ce moment-là... Il y a une clause qui dit: Les conjoints sont solidairement responsables de la direction matérielle et financière. J'aimerais mieux qu'on dise: De la bonne marche matérielle et financière du foyer. À ce moment-là, ça comprend la direction, ça comprend les tâches quotidiennes, ça comprend tout. Vous avez un amendement à proposer dans ce sens, Mme la députée de L'Acadie. C'est très bien, je passe à autre chose.

Les devoirs des enfants envers les parents. J'ai regardé ça attentivement, tout ce que j'ai trouvé, c'est le mot respect. Cela nous ramène à un débat que nous avons eu dans cette Chambre. Il me semble qu'il y a plus que ça, je ne sais pas, le devoir d'assistance des enfants envers leurs parents. Il me semble que c'est une notion qu'on devrait être capable d'examiner avec un esprit constructif aujourd'hui. Je ne sais pas s'il n'y a pas un certain laxisme de ce côté. Dans le projet de loi, s'il y a des responsabilités réelles qui découlent de l'ordre naturel des choses, on devrait avoir le courage de le dire franchement. Je pense que nous entrons dans une époque où nous allons réapprendre à dire les choses franchement et fermement.

(11 h 50)

Voici un cas ici... D'ailleurs le gouvernement lui-même, dans l'application de ses lois, quand il est question d'assistance sociale et le reste, est obligé de tenir compte de ce facteur-là et il faut que les enfants prennent certaines responsabilités envers leurs parents. Je ne vois pas pourquoi on aurait peur de le dire, en tout cas.

Dernière considération - il y en a d'autres que je laisse tomber, mais que je pourrai communiquer au ministre privément ou que nos représentants à la commission qui étudiera cette chose-là pourront transmettre - le rôle du tribunal. C'est peut-être trop prononcé dans le projet de loi; le rôle du tribunal est omniprésent et on parle très très peu des services qui doivent suppléer, compléter, prolonger et souvent même précéder l'action du tribunal dans toutes ces questions relatives au droit de la famille. Il me semble qu'il y aurait lieu de renforcer les dispositions du projet de loi qui traitent de l'étape de conciliation. Il y a quelque chose, on prévoit l'étape de conciliation, il faudrait renforcer ça beaucoup.

Ceci est relié à un autre point extrêmement important, c'est que nous aurons vraiment vu clair dans ces questions quand nous aurons un tribunal intégré de la famille. Il me semble qu'il faudra, le plus tôt possible, en arriver à avoir un tribunal intégré de la famille, auquel seront greffés des services d'orientation, de soutien, d'aide, de conseils etc., qui devraient, dans notre législation relative au droit de la famille, prendre une place plus grande que celle que j'ai trouvée dans le texte du code. Peut-être que la mentalité

juridique est un petit peu trop forte. Je comprends que c'est un Code civil dont on remanie une partie importante, mais il me semble justement que la dimension qu'apportent les nombreuses disciplines humaines qui n'existaient pas quand on a fait le code de 1866 devrait être considérée de manière plus explicite.

En conclusion, Mme la Présidente, seulement deux ou trois points. D'abord, le Code civil ne peut que définir des droits et des obligations qui reflètent l'état des opinions et des moeurs au moment où il est fait. On définit aussi les convictions des législateurs, mais celles-ci doivent être en rapport avec les convictions généralement répandues chez les citoyens. C'est pour ça qu'il y a un effort qu'on doit tous faire pour que les convictions de l'un ne viennent pas écraser celles de l'autre. Je pense que nous comprenons tous ça très bien. Mais justement à cause de ce facteur, le Code civil ne peut pas rendre compte de la situation extrêmement difficile, je dirais même de la situation de crise dans laquelle se trouve la famille aujourd'hui. Et quand on lit ce code, la grande impression qu'on retient, c'est qu'on a l'impression que la famille poursuit sa carrière aujourd'hui dans un contexte extrêmement placide et tranquille, où toutes les choses seraient comme une belle mer calme aux beaux jours d'été, où il n'y a aucune tempête ou aucun vent nulle part. La vraie réalité avec laquelle sont aux prises les avocats, les travailleurs sociaux, les parents, les responsables de famille, à un titre ou à un autre, c'est une réalité beaucoup plus mouvementée.

Il me semble qu'il faudrait compléter cette oeuvre que nous faisons aujourd'hui par une politique, par des mesures, par des initiatives qui tiendront bien davantage compte de la réalité concrète des familles d'aujourd'hui. Je pense qu'il faut que le législateur et les pouvoirs publics acquièrent une connaissance beaucoup plus poussée des problèmes et des difficultés actuels de la famille. Il faut tenir compte davantage de la dimension familiale dans à peu près toutes les lois que nous sommes appelés à adopter et il faudra aussi une politique d'aide à la famille, une politique plus explicite d'aide à la famille. Nous le constatons surtout pour le peuple québécois.

Nous avons parlé des tendances démographiques ces dernières années. L'autre jour, je lisais un discours du premier ministre qui essayait d'infirmer des statistiques que nous avons apportées dans cette Chambre. Mme la Présidente, c'est une vérité d'évidence. Qu'on prenne l'année 1976 ou 1977, ça ne change absolument rien. C'est une vérité d'évidence qu'il y a eu un déclin démographique extraordinaire, tragique même du Québec depuis une dizaine d'années, particulièrement accentué par l'immigration, les pertes que nous avons eues de ce côté-là au cours des quatre dernières années, et ça prendra une politique familiale vigoureuse pour redresser une tendance qui, à la longue, ne peut que nous affaiblir.

Deuxièmement, il faut compléter au plus vite l'oeuvre plus large de la réforme de tout le Code civil. Je pense que le gouvernement s'est un peu traîné les pieds dans ce domaine. J'admettrais, en contrepartie qu'en ces matières, c'est peut-être bon de ne pas procéder avec trop de précipitation, mais on se rend compte qu'il y a des aspects très importants. On a parlé de la résidence familiale tantôt. Il aurait été très

important, quand on traite de ces choses, de toute la liquidation des actifs du mariage, en cas de dissolution, qu'on ait les projets du gouvernement en matière de droit des successions. C'est un chapitre complètement absent. Il va falloir essayer de reprendre cela dans un an, deux ans ou trois ans, nous ne le savons pas. Ce genre d'approche morceau par morceau est dangereux là-dedans et le plus vite possible nous pourrions connaître les intentions générales du gouvernement pour ce qui concerne l'ensemble de la réforme du Code civil, je pense que ce serait une très bonne chose.

D'autres que moi ont signalé abondamment les difficultés que ce projet présente au point de vue constitutionnel. Évidemment, un grand nombre des matières dont traite le projet relèvent de la constitution et des dispositions actuelles du Parlement fédéral. On nous dit à la fin, je pense que c'est l'article 75, que les dispositions qui tombent sous l'autorité présumée du Parlement fédéral ne seront pas mises en vigueur tout de suite, mais je crois que le ministre devra fournir, dans son discours de réplique tantôt, des explications plus abondantes sur l'état actuel des négociations avec le gouvernement fédéral et les autres provinces, de ce point de vue, et sur la manière dont il entend procéder pour éviter que des contestations judiciaires coûteuses et quelque peu artificielles ne viennent entraver la mise en oeuvre du projet.

Je termine, Mme la Présidente, en souhaitant que nous poursuivions jusqu'au bout, dans l'harmonie et le souci du bien de nos concitoyens qui sont déjà unis par des liens du mariage et qui songent à le faire dans l'avenir, dans un souci d'harmonie et un esprit constructif, ce travail qui améliorera une des pièces fondamentales de tout l'appareil juridique qui régit les rapports entre citoyens et aussi entre citoyens et l'État au Québec.

La Vice-Présidente: Ce serait le moment de la réplique.

M. le ministre de la Justice.

M. Marc-André Bédard (réplique)

M. Bédard: Mme la Présidente, au nom du gouvernement et comme ministre responsable, je me réjouis de constater que les parlementaires se déclarent d'accord avec les principes fondamentaux qui régissent cette loi de toute première importance pour les Québécoises et les Québécois.

Chacun, naturellement et c'est normal, a fait état de différentes réserves, de demandes d'explications plus élaborées. Je pense que lors de l'étude du projet de loi article par article, nous aurons toute la latitude pour fournir ces explications.

Je suis également heureux de l'ambiance qui a prévalu, de l'esprit qui a animé les débats jusqu'à maintenant sur ce projet de loi. Nous avons eu vraiment une discussion sérieuse qui me semble être un indice encourageant de la possibilité de continuer une discussion constructive en commission, lors de l'étude article par article. Je pense que la population s'attend, puisqu'elle est touchée profondément par une telle loi, qu'il y ait une discussion sérieuse, de la part des parlementaires, qui soit dénuée de toute partisanerie.

D'ailleurs, Mme la députée de L'Acadie a

demandé de s'élever au-dessus de la partisanerie. Je me suis employé personnellement à donner l'exemple de cette préoccupation que nous devons avoir, puisque nous discutons de problèmes extrêmement importants qui touchent les fibres les plus intimes des Québécois et des Québécoises, d'en discuter de la manière la moins émotive possible. Je puis dire que j'entends garder la même attitude lors de la discussion en commission parlementaire.
(12 heures)

Cependant, j'ai été un peu étonné, de la part de l'Opposition, de certains reproches qu'on adressait, de façon globale, au gouvernement de ne pas avoir procédé avec suffisamment de célérité concernant ce projet de loi. Je tiens pour acquis que ce n'est pas par partisanerie qu'on nous a fait ce reproche parce qu'il n'est vraiment pas justifié. Je le dis très honnêtement comme je le pense. Cela a pris 23 ans aux membres de l'Office de révision du Code civil pour aboutir à un rapport final qui a été déposé entre les mains du gouvernement non pas au début de notre mandat, mais, comme vous le savez, qui a été déposé entre les mains du gouvernement en juin 1978. Or, dans l'année qui a suivi, le gouvernement du Québec a trouvé le moyen d'en faire l'étude la plus approfondie possible au niveau des différents ministères concernés et de tenir une commission parlementaire où pas moins de 25 organismes se sont fait entendre. D'autres mémoires ont également été déposés et ont été étudiés avec beaucoup d'attention. Dans l'année qui a suivi, soit le 5 mars 1980, nous déposons un projet de loi que tout le monde reconnaît comme étant d'une importance capitale pour la société québécoise. Je ne vois pas comment on peut faire le reproche au gouvernement de ne pas avoir agi avec célérité. Au contraire. Parce que nous croyions, parce que notre conviction était que ce projet de loi ne devait pas être étudié à la vapeur, nous avons cru bon de le déposer au mois de mars 1980, de ne pas procéder immédiatement à son adoption, justement avec le souci de permettre à tous les groupes intéressés, à tous les partis et à tous les parlementaires de cette Chambre d'en prendre connaissance et de pouvoir se préparer efficacement pour la discussion que nous aurions lorsque le projet de loi serait introduit pour la deuxième lecture.

Je tiens pour acquis que le chef de l'Opposition ne l'a pas dit par partisanerie, mais quand il disait tout à l'heure que le gouvernement s'est un peu traîné les pieds, ce n'est vraiment pas exact. Non seulement ce n'est pas exact, mais ce n'est pas juste. Ce n'est pas correct. Le chef de l'Opposition a dit que même si le projet de loi avait été déposé au mois de mars, il y avait eu la campagne référendaire, il y avait eu les élections partielles et tout cela. Je voudrais faire remarquer aux partis de l'Opposition que toutes ces circonstances ou tous ces événements ont eu lieu également pour le gouvernement, ce qui n'a pas empêché le gouvernement de continuer, par exemple, la réflexion au niveau de ce projet de loi pour en aborder la deuxième lecture.

Je pourrais même dire au chef de l'Opposition que le gouvernement a également donné une subvention à Relais-Femmes pour faire l'information la plus grande possible au niveau des femmes du Québec. Dès le mois de mars 1980, c'est-à-dire entre le mois de mars et le mois de

mai, nous avons fait parvenir ce projet de loi à tous les avocats et à tous les média du Québec, dont les journalistes dits spécialisés en matière féminine. Nous avons également envoyé le projet de loi à tous les organismes féminins et sociaux concernés. Malgré les événements auxquels se référerait le chef de l'Opposition, je crois pouvoir dire très honnêtement que le gouvernement et tous les ministères concernés ont fait tout ce qui était humainement possible pour que l'information sur ce projet de loi soit la plus adéquate possible et que les délais soient les plus raisonnables possible afin que chaque parlementaire et chaque organisme puisse y aller de ses représentations.

Le chef de l'Opposition a mentionné tout à l'heure - c'est d'ailleurs la conviction que nous avons exprimée - que le contrat de mariage n'était pas un contrat ordinaire, qu'il ne fallait pas le comparer à une sorte de contrat d'achat de marchandise. Je pense que là-dessus le chef de l'Opposition sait très bien que nous partageons cette conviction. La meilleure preuve en est toutes les précautions et les énergies que le gouvernement du Québec a consacrées à la rédaction du projet de loi et à la préparation du travail qui se fera en commission parlementaire.

Je voudrais clarifier tout de suite la situation. Certains députés ont prêté au gouvernement l'intention de vouloir bousculer l'étude de ce projet de loi. Il n'en est pas question. Cependant, je voudrais que nous soyons tous sensibles aux représentations faites par les groupes, l'ensemble et l'unanimité des groupes féminins de la société québécoise, soit que les parlementaires fassent diligence et mettent tous les efforts nécessaires pour en arriver à une adoption rapide, la plus rapide possible, de ce projet de loi, tout en faisant les discussions qui sont nécessaires pour répondre à toutes les interrogations que nous pourrions avoir sur les différents articles.

Autrement dit, je ne voudrais pas que, dans un premier temps, on parle de l'importance du projet de loi - et je le dis à tous les parlementaires - et que, dans un deuxième temps, on se serve de l'importance du projet de loi pour en retarder de quelque façon que ce soit l'adoption ce qui, nous en convenons tous, n'enlève pas l'obligation, que tous les parlementaires discutent à fond de ce projet de loi et de toutes les implications qu'il pourrait avoir pour la société québécoise.

Le chef de l'Opposition s'est attardé un peu, dans son discours, sur la résidence familiale. Je comprends sa préoccupation, nous la partageons également. Je voudrais lui rappeler que concernant la résidence familiale, le gouvernement - je l'ai dit lors du discours de deuxième lecture - est ouvert dans le sens d'essayer de trouver, après discussion, des formules qui puissent assurer une protection encore plus forte de la résidence familiale. Je n'ai pas voulu, justement pour ne pas être partisan d'une certaine façon, au niveau de la deuxième lecture, y aller en explicitant des changements très précis, des amendements que nous voulions apporter. Mais je puis dire à l'Opposition, à tous les parlementaires, à tous les groupes qui ont fait des représentations dans ce sens-là - j'en rencontrerai un dans quelques minutes d'ailleurs, soit l'AFEAS - que je suis très ouvert.

Déjà, il y a certaines décisions qui sont prises dans ma tête, si l'on veut, mais je veux quand même qu'on en discute en commission parlementaire. Je suis non seulement ouvert, mais déterminé à trouver, à approfondir des modalités qui feraient en sorte que la protection de la résidence familiale soit encore mieux assurée. Je pense que, comme tous les parlementaires ont la même préoccupation, on n'aura pas de difficulté, en unissant nos efforts, à trouver les solutions qui s'imposent sur cet aspect.

(12 h 10)

Concernant le régime de communauté qui ne sera plus le régime légal, le chef de l'Opposition a pu avoir l'impression, parce qu'il a employé cette expression, qu'on en disposait d'une façon cavalière. Ce n'est pas du tout le cas. On n'en dispose pas d'une façon cavalière. Nous nous rendons compte, disons, de la situation qui fait que moins de 1% des gens se sont prévalus ou se prévalent de la communauté de biens comme régime légal. Il faut être réaliste et, en même temps, juste, pour ceux qui, jusqu'à maintenant, vivaient sous le régime de la communauté de biens. C'est pour cela qu'on n'en dispose pas d'une façon cavalière. Au contraire, nous respectons les choses déjà faites, les ententes déjà faites ou les choix déjà faits par les couples dans le passé. Nous avons une disposition dans le projet de loi qui prévoit justement pour les couples qui ont fait dans ce sens-là, que leur choix sera respecté. Je pense qu'on pourra y aller plus en profondeur au niveau de l'étude article par article, mais il n'est pas question de disposer cavalièrement de ce choix fait par certains couples.

On a parlé - le chef de l'Opposition en a parlé également - du droit de la femme à profiter de l'accroissement de l'actif. Je suis très heureux qu'il soit d'accord avec, en fait, une des innovations ou un des changements importants de ce projet de loi qui a comme préoccupation, justement, qu'on en finisse avec cette situation d'une femme dont l'apport n'est pas reconnu suffisamment au niveau de l'accroissement de l'actif. Là-dessus, je serais porté à faire les mêmes commentaires que sur la résidence familiale. La préoccupation du gouvernement, de tous mes collègues du Conseil des ministres et des députés va dans le sens de cette reconnaissance la plus grande possible, la plus claire possible et la plus solide possible de l'apport de la femme au niveau de l'accroissement de l'actif.

Je comprends, Mme la Présidente, qu'avec les quelques minutes que j'ai je ne pourrai pas toucher tous les points qui ont été soulevés. Je crois que tous les parlementaires ne s'attendaient pas à des réponses dès aujourd'hui. D'ailleurs, le chef de l'Opposition officielle l'a exprimé. Plusieurs des points qu'il a soulevés, il le sait bien, doivent faire l'objet d'une réflexion commune, solidaire au niveau de la commission parlementaire pour en arriver à déboucher sur des solutions pratiques.

Nous avons tous ensemble reconnu l'importance de ce projet de loi qui représente - nous l'espérons, en tout cas - le reflet le plus exact de toute la structure sociale que nous allons nous donner comme peuple. L'importance de ce projet de loi a été, entre autres, bien concrétisée par le député de Marguerite-Bourgeoys, qui soulignait l'importance du geste que nous posons, lorsqu'il

disait: "Le Code civil est probablement la loi fondamentale la plus importante de notre société." C'est un cadre de société et même de civilisation. Devant l'ampleur du travail que nous avons à faire, si j'avais juste une attitude à suggérer à chacun des parlementaires, ce serait une attitude d'humilité. Quand on voit que, comme parlementaires, nous avons la responsabilité de définir une sorte de cadre juridique de la société de demain et que nous touchons à des éléments de la vie personnelle des citoyennes et des citoyens du Québec, il faut y aller non seulement mais aussi avec le désir d'apporter des choses nouvelles, des améliorations. Il faut y aller surtout avec le sentiment d'humilité qui s'impose dans les circonstances puisqu'il s'agit, pour nous tous, d'essayer de déceler le mieux possible l'état de l'évolution de la société québécoise au moment où on se parle. Il s'agit pour nous - je pense que ce doit être notre priorité en termes d'objectif - d'en arriver aux solutions qui permettent à la famille d'exercer pleinement son rôle et de retrouver sa place privilégiée dans la société québécoise.

Quelques-uns ont indiqué, à un moment donné, leur étonnement qu'on ne procède pas sur l'ensemble du Code civil; je ne veux pas m'étendre là-dessus, mais nous avons eu des réunions avec les experts, les légistes, et il était clair que nous ne pouvions procéder globalement; c'était presque se condamner à avoir un Code civil peut-être seulement dans dix ans. Quand on regarde l'ampleur de ce que cela représente de tout repenser le Code civil, de le refondre, il nous fallait procéder par étapes. Il était clair, je pense, pour tout le monde, que le choix prioritaire se porte sur le droit de la famille, parce que cela répond non seulement aux attentes des parlementaires, mais également aux attentes de toute la population.

Bien sûr, il aurait été souhaitable, comme certains l'ont mentionné, de compléter l'énoncé des dispositions relatives au droit de la famille par l'étude des projets de modifications relatifs aux obligations, aux successions ou à la personne. Un député, entre autres, a mentionné cet élément, mais je pense que tous nous sommes conscients de l'ampleur de la réforme complète du Code civil et nous nous accordons pour dire que, dans l'ordre des choses, il fallait d'abord renouveler la partie relative à la famille. C'est le cœur même du Code civil. L'urgence de rajeunir et d'ordonner en premier lieu cette partie du code n'a à aucun moment été mise en question par quiconque.

Je voudrais mentionner également - je comprends qu'il me reste peut-être juste une minute, mais je pourrais peut-être profiter de quelques minutes de plus à l'exemple de M. le chef de l'Opposition - que l'engagement de tous les partis dans cette Chambre, du moins quand il convient de se prononcer sur le fond du projet de loi, je pense, traduit également le large consensus qui s'est dégagé dans la population à l'égard des principes fondamentaux qui sous-tendent le nouveau projet de loi sur le droit de la famille. L'égalité des personnes qui forment le couple et la liberté dont elles doivent jouir dans l'organisation de leur union sont les principes de base qu'il importe d'affirmer de façon non équivoque. Cet énoncé trouve d'ailleurs constamment sa confirmation et sa concrétisation dans les diverses

dispositions que suggère le projet de loi. Si le stade d'évolution de la société québécoise commande aujourd'hui la réforme que nous envisageons ensemble, la population exige également que nous profitons de cette révision pour mettre ordre et cohérence dans ce cadre juridique qui devra régir la famille. Dans une perspective d'approche globale et dans le but de doter la famille de tous les instruments nécessaires à son épanouissement, il est aussi fondamental que le Québec présente un tableau d'ensemble du droit de la famille qui ne saurait souffrir du morcellement des juridictions actuelles.

Je tiens à le dire, Mme la Présidente, parce qu'on a soulevé à plusieurs moments dans cette Chambre le fait qu'il pourrait y avoir des difficultés constitutionnelles puisque nous essayons d'arriver à faire un droit de la famille cohérent dans son ensemble, une réforme globale, que je pense que nous devons le faire, malgré les obstacles que ça peut représenter au point de vue constitutionnel. Il fallait donner à la société québécoise un portrait d'ensemble de ce que nous croyons que doit être vraiment ce droit de la famille.

(12 h 20)

Je comprends qu'il y a quelques difficultés constitutionnelles, j'y reviendrai tout à l'heure. Mais il n'y aurait plus de difficultés constitutionnelles si un souhait qui a été exprimé par le député de Marguerite-Bourgeoys se réalisait rapidement. Il a fait l'énoncé théorique suivant: "Que le Québec ait son droit civil particulier à lui, qu'il puisse le faire évoluer au profit des citoyens en toute souveraineté est bien là un des caractères de la richesse et de la souplesse du système fédéral canadien."

J'espère, comme le député de Marguerite-Bourgeoys, chez qui je sens un allié dans cette démarche, que le gouvernement fédéral, si on veut parler de souplesse et de célérité un peu, donnera en effet rapidement suite à ses promesses de transférer aux provinces toutes les compétences requises pour l'élaboration de formules complètes et cohérentes en matière familiale.

Entre-temps, il est de notre devoir de réaffirmer notre volonté claire de fournir aux Québécois une législation complète en cette matière. Malgré des difficultés constitutionnelles, il faut le faire. C'est ma conviction, parce que ça peut représenter à mes yeux, j'en ai la conviction, un des moyens de pression les plus efficaces vis-à-vis des autorités fédérales pour que se concrétise le retour de cette compétence d'une façon complète entre les mains des provinces. Surtout, s'il y a, en plus, unanimité des parlementaires. J'espère qu'à ce moment-là ça comptera dans la balance.

Mme la Présidente, conscient cependant des difficultés que pose la forme actuelle de double juridiction de notre système, nous avons prévu - je réponds en cela à une préoccupation du chef de l'Opposition évoquée par d'autres - un mode de mise en place des dispositions du présent projet qui puisse se concilier avec l'état actuel du partage des compétences. La transition prévoit le maintien et l'observance des lois fédérales affectant le droit de la famille tant que les responsabilités absolues n'auront pas été transférées aux provinces.

Il nous importe qu'aucun nouveau chevauchement ne soit créé, comme il convient de prévenir qu'un vide temporaire n'existe durant la période transitoire. Mais, je le répète, il est fondamental que nous élaborions de toute façon un cadre global qui énonce sans réserve notre approche. Il est aussi urgent de le faire, tous en conviennent; reste à souhaiter qu'Ottawa donne rapidement suite à ses engagements.

Je pense que l'expression de notre volonté collective clairement établie par le biais du projet de loi, qui est de nature à recueillir l'unanimité des parties, aidera à accélérer cette concrétisation.

C'est peut-être du point de vue juridique, mais plusieurs avaient cette préoccupation. Nous avons prévu des dispositions pour qu'il n'y ait pas de chevauchement, je l'ai dit, pour qu'il n'y ait pas également de contestations. On pourra en discuter plus en profondeur au niveau de la commission parlementaire, parce que je suis très conscient que tous les problèmes ne sont pas résolus seulement par une disposition. Le projet de loi, une fois sanctionné, prévoira très précisément les articles qui sont mis en vigueur et on sait que, tant que la loi n'est pas mise en vigueur, aucun individu n'a un intérêt suffisant pour pouvoir intenter une contestation. Le problème peut se poser au moment où nous mettrions en vigueur les articles que nous réserverions dans un premier temps. À ce moment-là, juridiquement, il est facile de trouver le mécanisme pour qu'il n'y ait pas de difficulté juridique, soit en le prévoyant dans le projet de loi ou soit en adoptant, au moment où les juridictions nous seraient retournées, un projet de loi rapide qui serait rétroactif. Autrement dit, en employant un peu - et je résume là-dessus - le moyen juridique que nous avons employé lorsque nous avons eu le jugement de la Cour suprême. À ce moment-là, ce jugement avait les conséquences que vous connaissez et il nous a fallu corriger rétroactivement, ce que nous avons fait par une loi à cet effet.

Je limiterai ici mes commentaires, Mme la Présidente. Tout ce qu'il me resterait peut-être à dire, en terminant, c'est pour rappeler - on peut se le dire entre nous quand même et c'est important - qu'il n'y a pas un parlementaire qui n'a pas fait état de l'importance du projet de loi. Ne nous servons pas de l'importance du projet de loi pour en faire un prétexte pour en retarder l'adoption. Au contraire, mettons-nous au travail avec diligence en y consacrant le plus fort de nos énergies. Je suis convaincu que si nous réussissions à faire l'accord et l'étude sérieuse nécessaire dans les dix jours qui restent - il ne faut pas oublier que cela fait quand même assez longtemps que le projet de loi a été déposé et que la discussion a lieu sur la place publique; c'est à nous de nous brancher; je suis convaincu d'une chose. C'est réclamé par tous les organismes - et si nous en arrivions avec l'adoption de ce projet de loi pour les Fêtes, ce serait peut-être le cadeau des Fêtes le plus important, le plus substantiel que nous pourrions faire à la collectivité québécoise qui est concernée au premier chef dans ce projet de loi. Il nous faut donc résolument progresser dans l'étude de ce projet de loi et voir comment, ensemble, nous pouvons confirmer l'accord qui se dégage sur les principes fondamentaux.

Je termine, Mme la Présidente, en répétant peut-être ce que j'ai déjà dit en deuxième lecture. Tous les parlementaires, parce qu'ils représentent la population, sont conscients que le droit de la famille, plus que tout autre, pose un énorme défi au législateur et ceci précisément parce que tout ce domaine-là transcende le droit lui-même. Ses dimensions humaines, affectives et sociales invitent à un examen qu'une vision uniquement technique ou la tentation de vouloir tout régir risquerait de fausser. C'est pour cela qu'il faut l'étudier, essayer d'en voir toutes les implications. Mais il ne faudrait pas tomber dans le danger qui nous guette de vouloir tout régler, de vouloir tout décider dans les détails. Je pense que nous ne rendrions pas un très grand service à la collectivité québécoise.

Il nous incombe tout simplement de tracer un cadre souple qui correspond aux besoins contemporains et qui reflète vraiment la société québécoise d'aujourd'hui et, dans ce sens-là, je nous souhaite bonne chance et je dis bonne chance. Je l'espère en tout cas. Je pense que, si on se met au travail ensemble d'une façon très sérieuse, nous sommes capables, tout en faisant un étude très sérieuse, d'en arriver à l'adoption de ce projet de loi pour les Fêtes. C'est le meilleur cadeau qu'on puisse faire à la collectivité québécoise. Merci.

Des voix: Bravo! Bravo!

(12 h 30)

La Vice-Présidente: La motion de M. le ministre de la Justice, proposant la deuxième lecture du projet de loi no 89, Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille est-elle adoptée?

Report de la mise aux voix

M. Levesque (Bonaventure): Mme la Présidente...

La Vice-Présidente: M. le leader parlementaire de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): ...je voudrais simplement invoquer le règlement, l'article 65, qui se lit comme suit: "Le Président doit mettre en délibération toute motion mais dès qu'une motion lui paraît irrégulière, en elle-même ou par les buts qu'elle veut atteindre, il doit le signaler à l'Assemblée et il peut, après avoir motivé sa décision, refuser qu'on en délibère ou qu'on la mette aux voix.

"Le président peut également modifier dans sa forme une motion pour la rendre recevable."

En vertu des dispositions de cet article de notre règlement, Mme la Présidente, je voudrais prendre la liberté de vous suggérer bien respectueusement de remettre d'autorité le vote à la prochaine séance et, d'ici là, répondre à une demande de directive que je vous formule aussi respectueusement.

Le ministre de la Justice, en réponse à des interrogations, en particulier celles du chef de l'Opposition, a semblé voir des difficultés d'ordre constitutionnel dans le projet de loi à l'étude. Il semble y avoir une volonté de part et d'autre de l'Assemblée d'appuyer généralement ce projet de loi. De part et d'autre de l'Assemblée, je crois également qu'il se dégage une volonté assez

évidente de voir progresser le débat constitutionnel - enfin, de ce côté-ci, certainement - afin d'en arriver le plus tôt possible à ce que la constitution du Canada soit modifiée et que nous reprenions ici, dans la juridiction du Québec, des choses aussi près de notre vie collective, des droits fondamentaux, que sont le mariage et le divorce.

Cependant, Mme la Présidente, lorsque je lis la constitution, je vois que présentement, selon l'article 91 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, section 26, le mariage et le divorce sont de juridiction fédérale. Encore une fois, nous souhaitons que le plus tôt possible nous puissions prendre ici même à l'Assemblée nationale pleine juridiction sur ces domaines. En attendant, le gouvernement nous présente pour l'étude à l'Assemblée ce projet de loi qui contient justement des sujets qui ne sont pas encore de notre juridiction. Dommage, mais c'est le cas.

Le gouvernement a pensé que par l'article 75 du projet de loi no 89 il pouvait contourner la difficulté, en disant: Voici, que le Parlement étudie toutes les dispositions relatives au mariage ou au divorce, même si ce n'est pas de la juridiction de cette Assemblée, et lorsque cela le deviendra, on fera ce qu'on appelle la proclamation des articles en question.

Ceci, Mme la Présidente, à mon humble avis, va - j'ai un doute et je veux l'exprimer, je pense que c'est mon devoir de législateur de le faire - fort bien lorsque des sujets de juridiction provinciale nous amènent à dire: Nous ne sommes pas prêts pour la proclamation de tel ou tel article. Nous le ferons à un moment donné et nous verrons, dans la Gazette officielle, que telle et telle chose est proclamée, à la suite d'un arrêté en conseil. Cela va. Il s'agit toujours de questions qui relèvent de la juridiction de l'Assemblée nationale.

Dans ce cas-ci, pour la première fois, du moins à ma connaissance, nous avons un nombre assez considérable de dispositions qui, à l'heure actuelle, constitutionnellement, ne relèvent pas de notre juridiction. C'est pour cela que je faisais appel à la présidence tout à l'heure pour nous donner une directive, afin que toutes les délibérations qui vont se poursuivre en commission ne soient pas complètement futiles et même possiblement entachées d'irrégularités.

Je crois, Mme la Présidente, que par précaution, non pas parce que nous ne sommes pas d'accord avec les dispositions que nous retrouvons généralement dans ce projet de loi, non pas parce que nous voulons retarder, au contraire, nous voulons voir cette question réglée le plus tôt possible... Et toute notre attitude constitutionnelle est en vertu et en fonction d'un renouvellement en profondeur et le plus rapidement possible de la Constitution canadienne. Mais comme législateur, je me pose la question. C'est pourquoi je suggère que nous prenions au moins la fin de semaine pour que nos juristes, qui entourent la présidence, puissent avec la présidence - le président, les deux vice-présidents et nos juristes - lui permettre de statuer, avant que nous ayons à prendre le vote en deuxième lecture, sur la régularité du processus actuel, et si nous pouvons, comme c'est suggéré par le ministre parrain de ce projet de loi, procéder en toute légalité, et ne pas voir ces choses se retrouver dans des instances judiciaires et éviter

également que tout ce processus ne doit être repris plus tard.

Je veux simplement, en terminant, rappeler à la présidence que, de toute évidence, ce ne sera pas ce Parlement-ci qui verra la proclamation de ces articles. Donc, nous sommes en train de décider aujourd'hui, comme parlementaires, quelque chose qui, éventuellement, peut devenir de notre juridiction, mais qui devrait, à mon sens, être discuté par les parlementaires de ce temps-là. Peut-être que ni vous, ni moi ne serons là et peut-être que pas grand monde d'en face, non plus, ne sera là. À ce moment-là, on aura tout décidé alors qu'on n'avait pas la juridiction et d'autres seraient appelés à quoi? Ce sont les questions que je me pose. Je pense que, comme législateur, je dois me les poser. Encore une fois, non pas parce que nous nous opposons au contenu du projet de loi, généralement parlant, non pas parce que nous n'avons pas hâte de prendre ces juridictions-là, il me semble que cela fait un tout dans un Code civil, mais, sur le plan de la procédure, je pose la question et je pense que la présidence a le droit et même le devoir de revoir les dispositions de l'article 65.

En terminant, Mme la Présidente, puis-je vous signaler que l'article 165 de notre règlement, non pas pour un projet de loi qu'on peut étudier, non pas pour une motion que l'on peut étudier, mais simplement lorsqu'on parle d'une question posée à un ministre, dit que cette question "doit se rapporter à une matière d'intérêt public rentrant dans les attributions de la Législature"? Alors, a fortiori, M. le Président, si on n'a même pas le droit de poser une question à un ministre si cela n'entre pas dans les attributions de la Législature, comment pouvons-nous, à ce moment-ci, légiférer? Je comprends qu'on ne passera pas à la sanction ou à la proclamation, mais je me pose la question. Il y en a qui ont dit: C'est effrayant. Je ne sais pas qui, mais je pense qu'on devrait être bien conscients de nos responsabilités de législateurs et c'est à ce moment-ci qu'on doit manifester cette responsabilité. Encore une fois, d'ailleurs, comme le chef de l'Opposition l'a fait tout à l'heure, nous voulons concourir généralement avec le projet de loi. Nous savons, cependant, que la majeure partie des dispositions ou une grande partie des dispositions ne pourra pas entrer en vigueur avant que la question constitutionnelle ne soit réglée. La seule question que je pose, ce que je vous demande maintenant, c'est simplement de nous rassurer avec une décision que vous pouvez prendre, en vertu des dispositions de l'article 65, et vous avez la fin de semaine pour le faire. Lundi, vous nous direz ce que la présidence en pense. À ce moment-là, nous allons voter en pleine lumière.

Mme Payette: Si on avait voté oui, cela aurait été plus vite.
(12 h 40)

M. Charron: Je ne m'attendais pas que, ce matin, ce soit le député de Bonaventure, d'ailleurs parrain d'un amendement au cours d'un débat qui n'a jamais vu le jour légalement, soit celui qui nous rappelle à la toute fin, au moment où nous allons voter, les aspects négatifs du fédéralisme canadien. Effectivement, je crois qu'il l'a admis très clairement en réitérant son désir de voir changer cette situation en souhaitant, dit-

il, avec nous que cela devienne une juridiction québécoise le plus rapidement possible.

Je dirais que le député de Bonaventure - on a souvent fait part de cette question - ne fait pas que mettre le doigt sur un aspect négatif du fédéralisme canadien, mais aussi sur sa grande difficulté de renouvellement. Si le député de Bonaventure pose cette question, c'est que nous ne sommes pas habitués - nous en avons perdu l'habitude - dans ce régime à un transfert de pouvoirs du niveau fédéral vers le niveau provincial. C'est comme si on ne savait plus comment cela se fait. Il y a tellement longtemps qu'on n'en a pas vu...

Une voix: Je crois que nous n'avons pas fait...

M. Charron: Je crois que vous en avez fait un et je vais expliquer très clairement mon point, vous allez me laisser m'exprimer là-dessus aussi.

Sur un projet de loi de cette envergure, on ne va pas, pour une question juridique, arrêter une réforme sociale sans avoir l'occasion de plaider face à celui à qui on s'adresse. Ce que je veux expliquer, c'est qu'il s'agit d'un éventuel transfert de pouvoirs. J'insiste pour dire que cela ne se présente pas tous les jours dans le régime canadien, dans le régime fédéral. Je comprends pourquoi vous posez la question, cela ne s'est pas présenté depuis des années. Comment se fait un transfert de pouvoirs, pour qu'il n'y ait pas de vide juridique? On demande à celui qui va recevoir de se préparer à recevoir la compétence pour que jamais, pendant une seule minute ou une seule journée où les deux gouvernements ont convenu d'un transfert, au 1er juillet 1981, par exemple, le mariage n'existe plus dans une société, que les relations entre personnes n'existent plus dans une société. On nous demande, au moment d'un transfert de pouvoirs - entendons-nous bien - d'être prêts à accueillir cette responsabilité, ce que fait notre projet de loi, M. le Président. Il n'est pas ultra vires dans le sens qu'il veut légiférer sur cette responsabilité avant l'obtenir. Il n'essaie pas de prendre une compétence qu'il n'a pas, il dit clairement dans l'article qui est là qu'il sera proclamé quand le Québec aura cette compétence, à la suite d'une négociation constitutionnelle, pour être sûr.

J'évoque deux choses, M. le Président, et j'ai presque envie de nommer quelqu'un que le chef de l'Opposition connaît bien. Cet été, pendant la négociation constitutionnelle, il s'agissait d'un des douze points dont nous avions à discuter; je dirais même que c'était, parmi les douze points, celui sur lequel nous étions le plus près d'un accord. Nous sommes venus à un cheveu, mais une province a soulevé une question qui a obligé tout le monde à regarder à nouveau le problème. Mais je crois que, s'il y a un des douze points dont on aurait pu dire, au mois de septembre, qu'on s'était entendu sur lui, c'est celui-là.

Une des questions que le gouvernement canadien posait aux provinces en comité, puisqu'il était consentant, en principe, à remettre cette responsabilité aux provinces, c'était: Êtes-vous prêtes à l'accueillir? C'est une question qui a fait un tour de table de chacune des provinces: Avez-vous le régime prêt à l'accueillir dans vos

Législatures? Le Québec était fier de dire, à ce moment-là, devant les autres - cela a soulevé l'intérêt des autres, j'évoque ce qui a été dit pendant le débat - que l'Office de révision du Code civil avait travaillé, qu'un avant-projet de loi avait été présenté, que des mémoires avaient été entendus, qu'un projet de loi avait été déposé le 5 mars à l'Assemblée nationale et qu'en ce qui nous concerne nous étions prêts à dire que, si, au mois de septembre, nos premiers ministres s'étaient entendus pour dire: 1er juillet 1981, nous aurions pu garantir que nous étions prêts.

M. le Président, le projet de loi est régulier dans un régime où peuvent exister des transferts de pouvoirs, c'est-à-dire qu'il reconnaît que lorsque ce pouvoir sera remis à la compétence de cette Législature, alors, la proclamation mettant en vigueur cette loi, pourra se faire, et alors seulement. Il n'est donc pas question d'être ultra vires, d'essayer d'empiéter sur les pouvoirs de l'un et de l'autre ce qui, je pense, d'office, vous amènerait à vous lever et à dire que, conformément à l'article, nous n'avons pas le droit de voter sur ce genre de matière.

Actuellement, j'insiste là-dessus, c'est une précaution préalable à la réforme qu'une Législature provinciale responsable doit prendre. Je ne sais pas, je pourrais peut-être m'informer auprès de mon collègue des Affaires intergouvernementales à un autre moment, si, dans d'autres Législatures, on est effectivement en train de se préparer à ce genre de responsabilités ou si d'autres ont commencé à travailler au moins à cet égard, mais je me souviens très bien qu'au cours de l'été, c'était une question qui nous était posée et le Québec était heureux de répondre qu'il était en train de se préparer.

Si, avec vos conseillers, M. le Président, pour rendre une réponse adéquate au député de Bonaventure, vous scrutez à la fois le passé et le présent de cette situation, je vous prie de lire les dispositions transitoires qui sont à la fin de ce chapitre. Ce sont elles qui répondent aux questions que peut poser le député de Bonaventure. En aucun temps il n'est écrit, il n'est dit - et ça deviendrait le vote de l'Assemblée - que cette loi ne sera promulguée, proclamée et n'aura de vigueur à modifier notre Code civil que quand nous en aurons la responsabilité.

Tous les citoyens et les citoyennes du Québec doivent le savoir. Au fond, la question du député de Bonaventure arrive peut-être à point. Les gens qui nous écoutent et qui étaient fiers de voir les députés de cette Assemblée avancer vers un renouveau du Code civil, c'est peut-être l'occasion de leur dire que, même si cette loi était adoptée dans les plus brefs délais, comme le souhaitait le ministre de la Justice à la fin de son exposé, il faut bien reconnaître qu'elle restera pendant un certain temps sur les tablettes. Nous n'avons pas le droit de la promulguer. Mais c'est précisément parce que ce droit est sur le point de nous être remis que nous sommes en train de nous préparer. Les citoyens, dans cette circonstance, doivent apprendre qu'ils ne sont pas devant une Législature irresponsable. Il n'y aura pas de vide juridique, il n'y aura pas de disparition d'un Code civil essentiel au développement de la société.

À la minute où nos deux gouvernements auront convenu qu'à minuit de tel jour, c'est une responsabilité provinciale, c'est cette loi qui

s'appliquera plutôt que l'autre. En attendant, préparons-nous et la Législature a le droit de se préparer, M. le Président.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Ryan: Juste un mot, M. le Président. Je crois comprendre que le leader du gouvernement n'a pas contesté la validité de la demande de directive qui a été faite par le leader de l'Opposition. C'est très bien, mais je porte seulement à votre attention deux points en rapport avec ce qui a été dit. C'est un caractère de précédent qui peut être contenu ici. Je ne sais pas, le leader du gouvernement n'a pas cité de précédent dans le même sens. Les circonstances qu'il a invoquées sont intéressantes et pertinentes aussi, je pense. Je suis prêt à en reconnaître la pertinence, mais il faudrait que vous pensiez, dans la décision que vous aurez à rendre, à d'autres cas semblables qui pourraient nous être présentés et, si, à un moment donné, il devait arriver que l'Assemblée nationale doive servir de lieu pour exercer des pressions dans des choses qui sont arrêtées autrement par l'ordre constitutionnel existant, ça pourrait devenir un sujet d'embarras considérable. J'aimerais bien que vous nous donniez une directive qui tiendra compte aussi de cette dimension-là. Seulement un peu en marge du sujet, mais vu que le leader du gouvernement en a parlé, je voudrais signaler deux aspects positifs inhérents au régime dont il soulignait tantôt les difficultés, les embarras.

En matière d'évolution de la famille, je pense que le partage des compétences que nous avons ne nous a pas nui beaucoup, tout compte fait. Cela a créé un certain nombre d'embarras mais, tout compte fait, l'institution familiale s'est développée, au Québec, beaucoup plus sous l'empire de nos loi à nous que sous l'empire de la législation fédérale qui peut exister dans ce domaine-là. Deuxièmement, je pense qu'il y a un avantage à ce que nous vivions dans un régime où les changements radicaux doivent faire l'objet de négociations prolongées. Cela empêche qu'on les recommence trop souvent. Cela oblige à aller au fond des choses. J'ai l'impression que, malgré les lenteurs extérieures qui nous fatiguent tous, nous progressons quand même d'une façon qui produira peut-être des conséquences et des résultats plus durables.

Le Président: La présidence a entendu les excellents arguments du leader de l'Opposition officielle, ceux du leader du gouvernement, ceux qui ont été ajoutés par d'autres, et je pense que le président lui-même a déjà eu, par le passé, alors qu'il était vice-président, un cas semblable qui lui a été soulevé par le député de Laval. J'avais eu, à ce moment-là, à rendre une décision. Il y a certainement un précédent dont je me rappelle. Mais, comme le leader de l'Opposition officielle m'a invité, très sagement d'ailleurs, à me servir de la fin de semaine qui vient, et comme je sais ou j'ai cru savoir que le leader voulait reporter le vote à lundi, je m'engage à tenir compte du règlement, à réfléchir sur la question, à tenir compte des arguments qui ont été soulevés par tout le monde et à rendre ma décision avant le vote, lundi prochain.
(12 h 50)

Avis à la Chambre

M. Charron: M. le Président, je voudrais, si vous me permettez, avant de proposer l'ajournement, modifier deux avis que j'ai donnés. La question avec débat cet après-midi pourra débiter à 14 heures ici et non pas à 14 h 30, comme je l'ai, semble-t-il, par mégarde annoncé ce matin. De même, la réunion de la commission parlementaire de l'énergie et des ressources que j'ai annoncée pour 10 heures, lundi matin, doit avoir lieu à la salle 81-A et non pas au salon rouge, juste sous nos pieds.

M. le Président, je propose l'ajournement de la Chambre à lundi, 14 heures.

**Adoption du rapport de la
commission de l'Assemblée nationale**

Le Président: Un instant, s'il vous plaît! On m'informe que, ce matin, le rapport de l'Assemblée nationale a été présenté mais que je n'ai pas demandé s'il était adopté. Avec la...

M. Charron: Il faudrait l'adopter justement pour permettre la réunion de ces différentes commissions parlementaires.

Le Président: Y aurait-il consentement unanime à ce que nous...

M. Levesque (Bonaventure): Y a-t-il des amendements?

M. Charron: Oui, en ajoutant les noms de MM. Picard (Johnson) et Bordeleau (Abitibi-Est) à la commission des engagements financiers.

M. Levesque (Bonaventure): D'accord.

Le Président: Cette motion et le rapport sont-ils adoptés?

M. Levesque (Bonaventure): Adopté, M. le Président, quant à nous. Tout, tout.

Le Président: Merci beaucoup. La motion d'ajournement est-elle adoptée?

Une voix: Oui.

Le Président: Les travaux de l'Assemblée sont ajournés à lundi, 14 heures.

(Fin de la séance à 12 h 52)